

PAR COURRIEL

Québec, le 15 mai 2023

Bonjour,

Nous donnons suite à votre demande d'accès, reçue le 9 mai 2023, afin d'obtenir le ou les documents suivants :

« A copy of the policy or list of income sources which are included and excluded from the calculation of a public housing tenants monthly rent geared to income housing payment. Please ensure this policy or list is written in English. »

Après analyse, nous accédons à votre demande. Vous trouverez les renseignements demandés en pièce jointe. Il s'agit du *Règlement sur l'attribution des logements à loyer modique qui porte notamment sur l'admissibilité des ménages* ([RLRQ, c. S-8, r. 1](#)) et du *Règlement sur les conditions de location des logements à loyer modique qui détermine les règles de calcul des loyers* ([RLRQ, c. S-8, r. 3](#)).

... 2

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Responsable de l'accès aux documents et de
la protection des renseignements personnels,

(Original signé)

FADI GERMANI

N/Réf. : 2023-2024-04

RLRQ, chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

51. Lorsque la demande est écrite, le responsable rend sa décision par écrit et en transmet copie au requérant et, le cas échéant, au tiers qui a présenté des observations conformément à l'article 49.

La décision doit être accompagnée du texte de la disposition sur laquelle le refus s'appuie, le cas échéant, et d'un avis les informant du recours en révision prévu par la section III du chapitre IV et indiquant notamment le délai pendant lequel il peut être exercé.

1982, c. 30, a. 51; 2006, c. 22, a. 28.

Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir :

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante:

Québec	525, boul. René-Levesque Est Bureau 2.36 Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 418 529-3102
Montréal	500, boul. René Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 514 844-6170

b) Motifs :

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais :

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

chapitre S-8, r. 1

Règlement sur l'attribution des logements à loyer modique

Loi sur la Société d'habitation du Québec
(chapitre S-8, a. 86).



Les montants prévus au règlement ont été indexés selon l'avis publié à la Partie 1 de la Gazette officielle du Québec le 18 février 2023, page 146. (Ann. 1, 2, 3) (Effet à compter du 13 juin 2022)

TABLE DES MATIÈRES

SECTION I	
CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE LOGEMENTS À LOYER MODIQUE.....	1
SECTION II	
AVIS PUBLIC DE SÉLECTION.....	9
SECTION III	
DEMANDE ET REGISTRE.....	11
SECTION IV	
ADMISSIBILITÉ.....	14
SECTION V	
CLASSEMENT.....	22
SECTION VI	
LISTE D'ADMISSIBILITÉ.....	41
SECTION VII	
ATTRIBUTION DE LOGEMENTS.....	46
SECTION VIII	
RADIATION DE LA LISTE ET RECLASSEMENT.....	49
SECTION IX	
COMITÉS DE SÉLECTION.....	54
ANNEXE 1	
REVENU MAXIMAL ADMISSIBLE POUR UN POINTAGE DE 6	
ANNEXE 2	
REVENU MAXIMAL ADMISSIBLE POUR UN POINTAGE DE 4	
ANNEXE 3	
REVENU MAXIMAL ADMISSIBLE POUR UN POINTAGE DE 2	
ANNEXE 4 (Remplacée)	
ANNEXE 5 (Remplacée)	

SECTION I

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE LOGEMENTS À LOYER MODIQUE

1. Les logements à loyer modique sont classés en catégories A, B et C.

D. 1243-90, a. 1; D. 506-93, a. 1; D. 423-2011, a. 1.

1.1. Pour l'application du présent règlement, l'expression personne handicapée a le sens que lui donne l'article 1 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (chapitre E-20.1).

D. 423-2011, a. 2.

2. Un logement de catégorie A ne peut être attribué qu'à un ménage composé comme suit:

1° soit au moins une des personnes est âgée de 65 ans ou plus;

2° soit au moins une des personnes est une personne handicapée qui, en raison de ses incapacités motrices, est susceptible de rencontrer des difficultés afin d'accéder à un logement ou d'y circuler.

Dans le cas visé au paragraphe 1 du premier alinéa, le locateur peut, par règlement, fixer l'âge minimal des autres membres du ménage.

D. 1243-90, a. 2; D. 423-2011, a. 3.

3. Le locateur de logements à loyer modique peut, par règlement, réduire à un âge qui ne peut être inférieur à 50 ans l'âge requis de l'une des personnes visées au paragraphe 1 du premier alinéa de l'article 2. Le règlement du locateur peut viser un, plusieurs ou l'ensemble des immeubles qu'il administre.

D. 1243-90, a. 3; D. 506-93, a. 2; D. 423-2011, a. 4.

4. Un logement de catégorie B ne peut être attribué qu'à un ménage composé d'une ou de plusieurs personnes, âgées de moins de 65 ans, qui sont des conjoints ou sont unies par des liens de parenté, au sens de l'article 655 du Code civil, jusqu'au second degré.

Le ménage peut également comprendre des personnes à charge au sens de l'article 23 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1).

D. 1243-90, a. 4; D. 506-93, a. 3; D. 423-2011, a. 5.

5. Malgré l'article 4, dans tout immeuble ou partie distincte d'un immeuble qui comprend à la fois des logements de catégories A et B, un logement de catégorie B ne peut être attribué qu'à un ménage dont le demandeur ou le chef de ménage au sens de l'article 1 du Règlement sur les conditions de location des logements à loyer modique (chapitre S-8, r. 3) est âgé d'au moins 50 ans et les enfants à charge d'au moins 16 ans.

Le locateur peut toutefois, par règlement fixer un autre âge pour l'attribution des logements de catégorie B, ou en permettre l'attribution à un demandeur ou un chef de ménage qui est une personne handicapée sans considération d'âge.

D. 1243-90, a. 5.

6. Un logement de catégorie C ne peut être attribué qu'à une personne qui a besoin, en raison de son état physique, affectif ou psychosocial, d'installations spéciales ou de services d'assistance personnelle sur place, à l'exclusion de services alimentaires.

Toutefois, le locateur peut, par règlement, autoriser l'attribution d'au plus 20% de ces logements à des personnes autres que celles visées au premier alinéa.

D. 1243-90, a. 6; D. 423-2011, a. 6.

6.1. Lorsqu'un logement est attribué à un ménage comprenant une personne handicapée, ce ménage peut comprendre un proche aidant.

Un proche aidant est une personne qui fournit sans rémunération des soins et du soutien régulier à une autre personne de son entourage.

D. 423-2011, a. 7.

7. Les logements à loyer modique sont également classés en sous-catégories suivant qu'il s'agit d'une chambre, d'un studio ou suivant le nombre de chambres à coucher qu'ils comportent.

Les logements à loyer modique construits ou aménagés en vue de leur occupation par une personne handicapée qui, en raison de ses incapacités motrices, est susceptible de rencontrer des difficultés afin d'accéder à un logement ou d'y circuler, constituent aussi une sous-catégorie.

D. 1243-90, a. 7; D. 423-2011, a. 8.

8. Un logement à loyer modique ne peut être attribué, selon la sous-catégorie à laquelle il appartient, qu'en considérant les règles suivantes:

- 1° un studio est attribué à une personne seule;
- 2° une première chambre à coucher est attribuée au chef de ménage et, le cas échéant, à son conjoint;
- 3° une chambre à coucher supplémentaire est attribuée à toute personne additionnelle que comprend le ménage; cependant, 2 personnes de moins de 7 ans occupent la même chambre;
- 4° une chambre à coucher supplémentaire est attribuée à une personne handicapée dont la déficience ou le moyen utilisé pour pallier son handicap l'empêche de partager une chambre;
- 5° une chambre à coucher peut être occupée par 2 personnes de même sexe de 7 ans ou plus;
- 6° en cas de garde partagée d'un enfant, une chambre à coucher supplémentaire est attribuée uniquement si l'enfant demeure avec le ménage visé pendant au moins 40% du temps.

Le locateur peut, par règlement, établir des conditions ou critères d'attribution différents de ceux prévus au présent article afin de tenir compte des spécificités d'un jugement de garde partagée, de la dimension du logement ou de cas exceptionnels.

D. 1243-90, a. 8; D. 506-93, a. 4; D. 423-2011, a. 9.

SECTION II

AVIS PUBLIC DE SÉLECTION

9. Lorsqu'un logement est mis en location pour la première fois, le locateur doit publier un avis susceptible de rejoindre les personnes qui résident sur le territoire où ce logement est offert en location. Il en est de même si le locateur prévoit attribuer un logement alors que la liste d'admissibilité est épuisée.

D. 1243-90, a. 9; D. 423-2011, a. 10.

10. Cet avis doit indiquer les éléments suivants:

- 1° les nom et adresse du locateur;
- 2° le territoire de sélection visé à l'article 12;
- 3° le nombre de logements disponibles selon leur catégorie et leur sous-catégorie;
- 4° les conditions ou critères de recevabilité d'une demande de location et les conditions ou critères d'admissibilité à la location;
- 5° les modalités d'inscription incluant l'adresse à laquelle doit être présentée une demande et le délai pour la présenter qui doit être d'au moins 30 jours à compter de la publication de l'avis.

Il doit aussi indiquer que le locateur n'exercera, dans l'attribution des logements, aucune discrimination contraire à la Charte des droits et libertés de la personne (chapitre C-12).

D. 1243-90, a. 10.

SECTION III

DEMANDE ET REGISTRE

11. La demande de location d'un logement à loyer modique est faite par écrit sur le formulaire fourni par le locateur et doit contenir les renseignements suivants:

- 1° les nom, prénom, date de naissance, numéro d'assurance sociale et numéro de téléphone du demandeur, de même que, le cas échéant, ceux de chaque membre du ménage et leur lien avec le demandeur;
- 2° son statut de citoyen canadien ou de résident permanent;
- 3° une description de son degré d'autonomie;
- 4° son lieu de résidence et, le cas échéant, l'adresse de chacun de ses lieux de résidence au cours des 24 mois précédant sa demande;
- 5° son état de personne handicapée ou l'état de personne handicapée ou le statut de proche aidant d'un membre de son ménage;
- 6° ses revenus et ceux de son ménage au sens de l'article 15;
- 7° la valeur totale de ses biens et de ceux de son ménage;
- 8° la garde partagée d'un ou plusieurs de ses enfants;
- 9° ses choix, quant à l'emplacement, dans la ville ou la municipalité concernée, du logement. Le locateur doit établir, par règlement, la liste des secteurs pour lesquels le demandeur peut faire un choix.

La demande doit être accompagnée des documents attestant les renseignements visés aux paragraphes 2 à 8 du premier alinéa.

La valeur totale des biens du demandeur et de ceux de son ménage est la valeur marchande de ces biens, moins la valeur des droits réels dont ils sont grevés.

Les biens énumérés aux paragraphes 1 et 3 à 9 de l'article 146 du Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1, r. 1) ne sont pas considérés pour établir la valeur totale des biens du demandeur et de ceux de son ménage.

D. 1243-90, a. 11; D. 423-2011, a. 11.

12. Le locateur inscrit au registre des demandes de location d'un logement à loyer modique qu'il tient pour le territoire de sélection toute demande qui satisfait aux dispositions de l'article 11.

Le territoire de sélection correspond à celui desservi par le locateur. Toutefois, le locateur qui dessert plus d'une municipalité tient un registre pour chacune d'elles. Il peut aussi, dans une municipalité de 50 000 habitants et plus, délimiter par règlement, un territoire de sélection inférieur à celui qu'il dessert; il en est de même si la municipalité desservie résulte de la fusion de plusieurs municipalités.

D. 1243-90, a. 12; D. 506-93, a. 5.

13. Dans les 30 jours qui suivent la réception d'une demande de location, le locateur doit en accuser réception et aviser le demandeur de sa décision d'inscrire ou de ne pas inscrire sa demande au registre.

Dans ce dernier cas, le locateur doit l'informer des motifs de sa décision et lui indiquer qu'il peut s'adresser au Tribunal administratif du logement pour faire réviser cette décision.

D. 1243-90, a. 13.

SECTION IV

ADMISSIBILITÉ

14. Est admissible à la location d'un logement à loyer modique de la catégorie et de la sous-catégorie auquel il a droit en vertu du présent règlement le demandeur qui satisfait aux conditions suivantes:

1° il est inscrit au registre des demandes de location;

2° il peut assurer, de façon autonome ou avec l'aide d'un soutien extérieur ou d'un proche aidant, la satisfaction de ses besoins essentiels, en particulier ceux reliés aux soins personnels et aux tâches ménagères usuelles;

3° il est citoyen canadien ou résident permanent au sens de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L.C. 2001, c. 27), et est résident du Québec;

4° pendant au moins 12 mois au cours des 24 mois précédant sa demande ou sa réinscription, il a résidé au Québec ou, si le règlement du locateur le prévoit, dans le territoire de sélection du locateur;

5° ses revenus et, le cas échéant, ceux de son ménage sont égaux ou inférieurs au montant maximal qui lui est applicable en vertu de l'Entente-cadre Canada-Québec sur l'habitation sociale.

Dans le cas de la location d'un logement dont le propriétaire est une coopérative d'habitation locative ou un organisme sans but lucratif, le demandeur doit également remplir les conditions d'admissibilité établies par l'acte constitutif ou un règlement de la coopérative ou de l'organisme.

La condition de résidence prévue au paragraphe 4 du premier alinéa ne s'applique pas aux personnes suivantes:

1° la personne handicapée qui, en raison d'une incapacité motrice, est susceptible d'avoir des difficultés à accéder à un logement ou à y circuler ou la personne dont le ménage comprend une telle personne;

2° la personne victime de violence conjugale selon une attestation délivrée par une maison d'hébergement pour de telles personnes, par un corps de police ou par un établissement du réseau de la santé et des services sociaux.

D. 1243-90, a. 14; D. 506-93, a. 6; D. 423-2011, a. 12.

15. Les revenus du demandeur et, le cas échéant, ceux de son ménage correspondent à la moyenne mensuelle de l'ensemble des revenus bruts gagnés au cours de l'année civile précédant la date du dépôt de la demande.

Toutefois, ne font pas partie de ces revenus les éléments exclus du revenu suivant les articles 2 et 4 du Règlement sur les conditions de location des logements à loyer modique (chapitre S-8, r. 3).

D. 1243-90, a. 15; D. 423-2011, a. 13.

16. Malgré l'article 14, est inadmissible à la location d'un logement à loyer modique:

1° le demandeur qui était locataire d'un logement à loyer modique et dont le bail a été résilié en vertu de l'article 1860 ou de l'article 1971 du Code civil;

2° le demandeur qui a déguerpi d'un logement à loyer modique sans aviser le locateur;

3° le demandeur dont le ménage comprend un membre qui est inadmissible suivant les paragraphes 1 ou 2.

Ces inadmissibilités subsistent pour une période d'au plus 3 ans à compter de la date de la résiliation du bail ou du déguerpissement.

4° le demandeur ou, le cas échéant, l'un des membres de son ménage, qui a une dette envers un locateur de logements à loyer modique pour défaut de paiement du loyer ou dommages causés à l'immeuble de ce locateur tant que cette dette n'est pas éteinte;

5° le demandeur dont la valeur totale des biens et, le cas échéant, de ceux des membres de son ménage, dépasse le montant maximal déterminé par règlement du locateur, le cas échéant;

6° le demandeur inscrit à temps plein dans un établissement d'enseignement; dans le présent paragraphe, l'expression «temps plein» a le sens que lui donnent les articles 9 et 10 de la Loi sur l'aide financière aux études (chapitre A-13.3).

Le paragraphe 6 du premier alinéa ne s'applique pas aux situations suivantes:

1° le demandeur a un enfant à sa charge habitant avec lui, ou il vit maritalement avec une personne qui a un enfant à sa charge habitant avec elle;

2° la demandeuse est enceinte d'au moins 20 semaines;

3° le demandeur a des contraintes sévères à l'emploi au sens de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1) et participe à une mesure ou à un programme d'aide et d'accompagnement social offert en application de cette loi.

D. 1243-90, a. 16; D. 506-93, a. 7; L.Q. 1997, c. 90, a. 14; D. 423-2011, a. 14; L.Q. 2019, c. 28, a. 117.

17. Lorsque la demande de logement à loyer modique est moins élevée que le nombre de logements disponibles, le locateur peut, par règlement:

1° (*paragraphe abrogé*);

2° réduire l'âge requis pour l'attribution d'un logement de catégorie A conformément à l'article 3;

3° modifier la catégorie d'un logement.

D. 1243-90, a. 17; D. 506-93, a. 7; D. 423-2011, a. 15.

18. Le locateur soumet, pour avis, au comité de sélection, toute demande de location d'un logement à loyer modique qu'il inscrit au registre.

D. 1243-90, a. 18.

19. Dans les 60 jours, qui suivent l'inscription de la demande au registre et après avoir pris l'avis du comité de sélection, le locateur doit informer le demandeur de sa décision de l'inscrire ou de ne pas l'inscrire sur la liste d'admissibilité à la location d'un logement et, s'il y a lieu, de son classement.

Toutefois, le locateur peut différer l'examen de l'admissibilité d'une demande inscrite au registre jusqu'à ce qu'il prévoi.e procéder à l'attribution de logements; il doit informer le demandeur de cette décision dans le délai ci-dessus.

D. 1243-90, a. 19.

20. Dans le cas où le locateur refuse d'inscrire le demandeur sur la liste d'admissibilité, le locateur doit l'informer, dans le même délai, des motifs de sa décision et lui indiquer qu'il peut s'adresser au Tribunal administratif du logement pour faire réviser cette décision.

D. 1243-90, a. 20.

21. Le locateur inscrit sur la liste d'admissibilité le demandeur qui est admissible, dans les conditions prévues à la section VI.

D. 1243-90, a. 21.

SECTION V

CLASSEMENT

22. Toute personne admissible se voit attribuer un classement d'abord en fonction de la catégorie et de la sous-catégorie de logement à laquelle elle a droit, puis en fonction de l'évaluation de la priorité de sa demande.

D. 1243-90, a. 22; D. 423-2011, a. 16.

23. Les demandes prioritaires sont les suivantes:

1° la personne dont le bail est résilié en vertu de l'article 1974.1 du Code civil ou qui est victime de violence conjugale selon une attestation délivrée par une maison d'hébergement pour de telles personnes, par un corps de police ou par un établissement du réseau de la santé et des services sociaux;

2° le demandeur dont le logement est détruit par un sinistre ou déclaré impropre à l'habitation par la municipalité pour une période supérieure à 30 jours, à la condition qu'une demande soit présentée au locateur dans les 15 jours qui suivent l'événement;

3° le demandeur délogé par suite de la mise en application d'un programme réalisé en vertu de l'un des articles 54, 73 et 79 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) ou par suite d'une expropriation ou d'une acquisition de gré à gré par une municipalité ou par un organisme constitué à titre d'agent de cette municipalité à condition qu'une demande soit faite au locateur dans les 6 mois de la date du départ

4° (*paragraphe abrogé*);

5° le demandeur qui réside dans un logement à loyer modique et dont la sécurité ou la santé ou, le cas échéant, celle d'un membre de son ménage, exige qu'il soit relogé;

6° (*paragraphe abrogé*);

7° le demandeur qui est locataire de la coopérative d'habitation ou de l'organisme sans but lucratif qui bénéficie du Programme de supplément au loyer;

8° le locataire visé par l'article 1990 du Code civil ou celui qui a fait une demande de relogement identifiée comme étant prioritaire par règlement du locateur.

D. 1243-90, a. 16; D. 506-93, a. 7; D. 423-2011, a. 17.

23.1. Le locateur doit, par règlement, prévoir une procédure de gestion des demandes visées à l'article 23 et des demandes de relogement qui lui sont soumises, ainsi que les critères d'admissibilité à un relogement.

D. 423-2011, a. 18.

24. *(Abrogé).*

D. 1243-90, a. 24; D. 423-2011, a. 19.

25. *(Abrogé).*

D. 1243-90, a. 25; D. 423-2011, a. 19.

26. Lorsque la même note est attribuée à au moins 2 demandeurs, la préséance sur la liste d'admissibilité est accordée à la demande la plus ancienne ou, si les demandes ont été faites simultanément, à la demande du ménage dont le revenu est le plus bas.

D. 1243-90, a. 26; D. 423-2011, a. 20.

27. Les critères de classement et le nombre de points qui peuvent être attribués sont les suivants:

1° le demandeur ayant un revenu inférieur à celui établi à l'annexe 1, 2 ou 3 selon la composition de son ménage et la région concernée obtient respectivement: 6, 4 ou 2 points;

2° le nombre d'années d'ancienneté de la demande de location: 2 points par année pour un maximum de 6 points;

3° le nombre d'enfants mineurs du demandeur dont il a la garde pendant au moins 40% du temps: 1 point par enfant.

Malgré le paragraphe 1 du premier alinéa, un locateur peut, par règlement, attribuer 6 points à un ménage constitué d'une seule personne lorsque cette dernière est dans l'une des situations suivantes:

1° elle est âgée de 65 ans ou plus et son revenu est égal ou inférieur au montant maximum qu'une personne peut recevoir au titre de la pension de la sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (L.R.C. c. O-9);

2° elle a un revenu égal au montant maximum qu'une personne peut recevoir en vertu du Programme de solidarité sociale tel qu'établi par le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1, r. 1).

Un locateur peut prévoir par règlement l'attribution de points supplémentaires à une ou plusieurs des situations suivantes:

1° le demandeur est une personne handicapée qui, en raison de son incapacité motrice, ne peut accéder à son domicile ou y circuler de façon sécuritaire pour l'accomplissement de ses activités courantes;

2° le logement occupé par le demandeur est situé dans un environnement qui lui est préjudiciable;

3° le demandeur répond à des critères généraux visant à assurer une plus grande harmonie sociale dans les immeubles que gère le locateur;

4° le demandeur réside sur le territoire de sélection du locateur, il est une personne handicapée ayant une incapacité motrice susceptible de l'empêcher d'accéder à un logement ou d'y circuler et l'immeuble concerné ne comprend que des logements de catégorie C.

Le total des points attribués aux situations visées par le troisième alinéa ne doit pas être supérieur à 5 points.

Les annexes 1, 2 et 3 établissent le revenu maximal d'un ménage tel qu'au loyer médian du marché, selon la composition de son ménage et la région concernée, il doit consacrer plus de 60%, 40% ou 30% de ses revenus pour se loger. Les revenus prévus à ces annexes sont ajustés annuellement en fonction des loyers médians du marché établis pour l'application de l'Entente-cadre Canada-Québec sur l'habitation sociale. La Société informe le public annuellement du résultat de l'ajustement au moyen d'un avis publié à la *Gazette officielle du Québec*.

D. 1243-90, a. 27; D. 506-93, a. 9; D. 423-2011, a. 21.

28. Sous réserve de l'application de l'Entente-cadre Canada-Québec, le locateur qui est une coopérative d'habitation ou un organisme sans but lucratif autre qu'un office municipal d'habitation peut, par règlement, établir des critères de classement distincts et leur attribuer un pointage différent de ce qui est prévu par l'article 27.

D. 1243-90, a. 28; D. 506-93, a. 10; D. 423-2011, a. 22.

29. *(Abrogé).*

D. 1243-90, a. 29; D. 423-2011, a. 23.

30. *(Abrogé).*

D. 1243-90, a. 30; D. 423-2011, a. 23.

31. *(Abrogé).*

D. 1243-90, a. 31; D. 423-2011, a. 23.

32. *(Abrogé).*

D. 1243-90, a. 32; D. 423-2011, a. 23.

33. *(Abrogé).*

D. 1243-90, a. 33; D. 767-2006, a. 1; D. 423-2011, a. 23.

34. *(Abrogé).*

D. 1243-90, a. 34; D. 423-2011, a. 23.

35. *(Abrogé).*

D. 1243-90, a. 35; D. 506-93, a. 11; D. 423-2011, a. 23.

36. *(Abrogé).*

D. 1243-90, a. 36; D. 423-2011, a. 23.

37. (Abrogé).

D. 1243-90, a. 37; D. 506-93, a. 12; D. 423-2011, a. 23.

38. (Abrogé).

D. 1243-90, a. 38; D. 423-2011, a. 23.

39. (Abrogé).

D. 1243-90, a. 39; D. 423-2011, a. 23.

40. (Abrogé).

D. 1243-90, a. 40; D. 423-2011, a. 23.

SECTION VI

LISTE D'ADMISSIBILITÉ

41. Le locateur dresse pour chacun des registres qu'il tient en vertu de l'article 12 la liste d'admissibilité par catégorie et sous-catégorie de logement en y inscrivant les personnes admissibles compte tenu de leur classement.

Les demandes sont classées dans l'ordre décroissant des notes obtenues à l'évaluation et, le cas échéant, selon la priorité qui leur a été accordée par le règlement du locateur pris en vertu de l'article 23.1.

Lorsque des demandes ont obtenu la même note, préséance est accordée à la demande la plus ancienne ou, si les demandes ont été faites simultanément, à la demande du ménage ayant le revenu le plus bas.

D. 1243-90, a. 41; D. 506-93, a. 13; D. 423-2011, a. 24.

42. Une inscription sur la liste d'admissibilité est valide pour une période d'un an. Toutefois la durée de validité d'une première inscription peut être différente si le locateur le prévoit par règlement.

Au moins 30 jours avant l'expiration d'une inscription, le locateur doit aviser par écrit celui au nom de qui l'inscription est faite que celle-ci sera radiée de la liste d'admissibilité à moins qu'avant la date prévue pour l'expiration de l'inscription, il n'avise par écrit le locateur qu'il désire toujours obtenir un logement à loyer modique et qu'il lui fasse part, le cas échéant, de tout changement concernant les renseignements fournis au sujet de sa demande.

Le deuxième alinéa ne s'applique pas lorsque l'examen de l'admissibilité d'une demande est différé dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article 19.

D. 1243-90, a. 42; D. 506-93, a. 14; D. 423-2011, a. 25.

43. La liste d'admissibilité est mise à jour périodiquement, selon les besoins, en tenant compte des nouvelles demandes admissibles, des radiations, des réinscriptions et des demandes auxquelles un autre classement a été attribué.

D. 1243-90, a. 43.

44. Toute personne inscrite sur la liste d'admissibilité doit aviser par écrit le locateur de tout changement dans sa situation et, le cas échéant, celle de son ménage qui est de nature à influencer sur l'admissibilité ou le classement de sa demande.

D. 1243-90, a. 44.

45. Le locateur doit permettre la consultation de la liste d'admissibilité à son bureau. À cette fin, il doit utiliser un système qui préserve l'identité de ceux qui y sont inscrits.

Si le locateur n'a pas de bureau, il doit en permettre la consultation chez son secrétaire ou un autre représentant ou par un mode de diffusion électronique.

D. 1243-90, a. 45; D. 423-2011, a. 26.

SECTION VII

ATTRIBUTION DE LOGEMENTS

46. Le locateur attribue un logement vacant à un demandeur, dans l'ordre de priorités établi à la liste d'admissibilité.

Toutefois le locateur peut, par règlement, dans un immeuble qui comprend principalement des logements de catégorie A ou C, réserver un logement pour un locataire-surveillant.

D. 1243-90, a. 46.

47. Le locateur avise le demandeur qui y a droit qu'un logement à loyer modique lui a été attribué.

D. 1243-90, a. 47; D. 423-2011, a. 27.

48. Un délai de 7 jours est accordé au demandeur auquel un logement est offert pour faire connaître son acceptation ou son refus. Le défaut de réponse dans le délai imparti équivaut à un refus.

D. 1243-90, a. 48.

SECTION VIII

RADIATION DE LA LISTE ET RECLASSEMENT

49. Le locateur peut, après avoir pris l'avis du comité de sélection, radier de la liste d'admissibilité la personne qui ne remplit plus les conditions d'admissibilité ou reclasser une personne dont le changement de situation influe sur son classement.

D. 1243-90, a. 49.

50. Le locateur radie de la liste d'admissibilité la personne qui fait défaut de lui transmettre les renseignements visés à l'article 44 dans le délai qui lui est imparti.

D. 1243-90, a. 50.

51. Le locateur radie de la liste d'admissibilité le nom du demandeur qui refuse un logement qui lui est offert.

Cette radiation est valide pour une période d'un an à compter de la date à laquelle le demandeur a refusé de louer un logement.

Le locateur radie aussi de la liste le nom du demandeur à qui est attribué un logement et qui refuse d'en prendre possession.

Cette radiation est valide pour une période d'au plus 3 ans à compter de la signature du bail.

D. 1243-90, a. 51; D. 506-93, a. 15; D. 423-2011, a. 28.

52. Malgré l'article 51, le demandeur qui refuse la location d'un logement qui lui est offert par le locateur conserve son rang et son classement sur la liste d'admissibilité de même que son droit à la location d'un tel logement dans les cas suivants:

1° un cas fortuit de force majeure l'empêche d'occuper le logement dans un délai de 90 jours à compter de la réception de l'avis;

2° le demandeur ou un membre de son ménage est une personne handicapée et le logement offert comporte des barrières architecturales qui lui causent des difficultés d'accès ou de circulation;

3° en raison de circonstances particulières, sur présentation de pièces justificatives, accepter le logement aurait pour conséquence de détériorer de façon marquée sa situation économique ou son état psychologique;

4° le logement ne correspond pas aux choix qu'il a énoncés en conformité avec le paragraphe 9 du premier alinéa de l'article 11.

D. 1243-90, a. 52; D. 423-2011, a. 29.

53. Toute décision prise en vertu des articles 49 à 51 doit être motivée et notifiée par écrit à l'intéressé. Le locateur doit, en outre, informer ce dernier qu'il peut, dans un délai de 30 jours à compter de l'envoi de cette décision, s'adresser au Tribunal administratif du logement pour faire réviser soit la décision de radiation, soit son inscription dans une catégorie ou une sous-catégorie de logement.

D. 1243-90, a. 53.

SECTION IX

COMITÉS DE SÉLECTION

54. Le locateur forme un comité de sélection composé d'au moins 3 membres soit:

1° un représentant du locateur désigné par vote des membres de son conseil d'administration ou, dans le cas de la Société, un représentant désigné par la Société;

2° un représentant des locataires, élu par l'ensemble des locataires de logements à loyer modique du locateur. À défaut par ces derniers d'élire leur représentant dans un délai de 60 jours de la réception d'un avis de formation du comité de sélection, ce représentant est désigné par vote des membres du conseil d'administration du locateur. Le représentant désigné par le conseil d'administration demeure en poste jusqu'à ce que les locataires aient procédé à l'élection de leur représentant parmi les locataires ou, à défaut de locataires, parmi les membres des groupes socio-économiques du territoire desservi par le locateur et qui ne font pas partie de son conseil d'administration;

3° un représentant des groupes socio-économiques désigné par vote des membres du conseil d'administration du locateur parmi les membres des groupes socio-économiques du territoire desservi par le locateur.

Dans le cas où le locateur est une coopérative d'habitation, tous les membres du comité de sélection sont élus par l'assemblée générale.

Dans le cas d'un locateur qui administre 100 logements ou moins, le comité de sélection peut, au choix du locateur, être constitué d'au moins 3 membres du conseil d'administration, dont un représentant des locataires.

Dans une municipalité comptant plus de 50 000 habitants, le locateur peut créer un comité de sélection par territoire de sélection.

D. 1243-90, a. 54; D. 506-93, a. 16; D. 423-2011, a. 30.

55. Le mandat des membres du comité est d'au plus 3 ans; il est renouvelable.

D. 1243-90, a. 55.

56. Le mandat du comité est de soumettre au locateur son avis en ce qui concerne l'admissibilité des demandeurs et le classement des personnes admissibles.

D. 1243-90, a. 56.

57. Les avis du comité sont formulés à la majorité des voix.

D. 1243-90, a. 57.

58. Le membre d'un comité s'engage par écrit à remplir avec honnêteté et impartialité son mandat et à ne révéler à qui que ce soit sauf au locateur, le contenu des délibérations du comité.

D. 1243-90, a. 58.

59. Toute vacance qui survient au comité est comblée suivant le mode de désignation prévu pour le membre à remplacer.

D. 1243-90, a. 59.

60. Le présent règlement ne s'applique pas aux logements situés au nord du 55^e parallèle et desservant le milieu Inuit.

D. 1243-90, a. 60.

61. Le présent règlement remplace le Règlement sur les normes d'occupation d'un logement à loyer modique (D. 735-89, 89-05-17).

D. 1243-90, a. 61.

62. (*Omis*).

D. 1243-90, a. 62.

63. La Société doit, au plus tard le 1^{er} septembre 2016, faire au ministre un rapport sur la mise en oeuvre des présentes modifications au Règlement sur l'attribution des logements à loyer modique (chapitre S-8, r. 1) et sur l'opportunité, le cas échéant, de le modifier.

D. 423-2011, a. 31.

ANNEXE 1

(a. 27, 5^e al.)

REVENU MAXIMAL ADMISSIBLE POUR UN POINTAGE DE 6

Revenu maximal admissible pour un pointage de 6 ANNEXE 1 Année 2022 (Article 27, al.4)								
Tableau	RÉGION	PRBI Couple ou 1 personne	PRBI 2-3 personnes (sauf couple)	PRBI 4-5 personnes	PRBI 6-7 personnes	PRBI 8-9 personnes	PRBI 10-11 personnes	PRBI 12 personnes et plus
Région 01 - Bas-Saint-Laurent								
7	AR Malane et Rivière-du-Loup	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
8	AR Rimouski	13 000 \$	16 000 \$	18 500 \$	21 500 \$	23 500 \$	24 500 \$	25 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean								
5	RMR de Saguenay	11 500 \$	15 500 \$	17 000 \$	19 000 \$	20 500 \$	21 000 \$	22 000 \$
7	AR Alma et Dolbeau-Mistassini Municipalités Roberval et Saint-Félicien	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 03 - Capitale-Nationale								
2	RMR de Québec	16 000 \$	19 000 \$	22 000 \$	27 500 \$	30 000 \$	31 500 \$	32 500 \$
7	Municipalité Saint-Raymond	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 04 - Mauricie								
6	RMR de Trois-Rivières (partie)	12 000 \$	14 500 \$	16 000 \$	19 500 \$	21 000 \$	22 000 \$	22 500 \$
7	AR Shawinigan Municipalité La Tuque	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 05 - Estrie								
4	RMR de Sherbrooke	13 000 \$	16 000 \$	20 000 \$	26 500 \$	28 500 \$	30 000 \$	31 000 \$
7	AR Cowansville et Granby (partie)	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 06 - Montréal								
1	RMR de Montréal	17 000 \$	18 500 \$	23 500 \$	29 000 \$	32 000 \$	33 000 \$	34 000 \$
Région 07 - Outaouais								
3	RMR de Gatineau	18 000 \$	22 000 \$	23 000 \$	26 500 \$	29 000 \$	30 000 \$	31 000 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 08 - Abitibi-Témiscamingue								
7	Municipalité Amos	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
8	AR Rouyn-Noranda et Val-d'Or	13 000 \$	16 000 \$	18 500 \$	21 500 \$	23 500 \$	24 500 \$	25 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 09 - Côte-Nord								
8	AR Baie-Comeau et Sept-Îles	13 000 \$	16 000 \$	18 500 \$	21 500 \$	23 500 \$	24 500 \$	25 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 10 - Nord-du-Québec								
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
Région 11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine								
7	Municipalités Les Îles-de-la-Madeleine et Pointe-à-la-Croix	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
8	Municipalité Gaspé	13 000 \$	16 000 \$	18 500 \$	21 500 \$	23 500 \$	24 500 \$	25 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 12 - Chaudière-Appalaches								
2	RMR de Québec (partie)	16 000 \$	19 000 \$	22 000 \$	27 500 \$	30 000 \$	31 500 \$	32 500 \$
7	AR Saint-Georges, Sainte-Marie et Thetford Mines Municipalité Montmagny	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 13 - Laval								
1	RMR de Montréal (partie)	17 000 \$	18 500 \$	23 500 \$	29 000 \$	32 000 \$	33 000 \$	34 000 \$
Région 14 et 15 - Lanaudière et Laurentides								
1	RMR de Montréal (partie)	17 000 \$	18 500 \$	23 500 \$	29 000 \$	32 000 \$	33 000 \$	34 000 \$
9	RA 14 et 15	15 000 \$	18 500 \$	22 000 \$	28 500 \$	30 500 \$	32 000 \$	32 500 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 16 - Monterégie								
1	RMR de Montréal (partie)	17 000 \$	18 500 \$	23 500 \$	29 000 \$	32 000 \$	33 000 \$	34 000 \$
7	AR Granby (partie), Salaberry-de-Valleyfield et Sorel-Tracy Municipalité Marieville	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
8	AR Saint-Hyacinthe	13 000 \$	16 000 \$	18 500 \$	21 500 \$	23 500 \$	24 500 \$	25 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 17 - Centre-du-Québec								
6	RMR de Trois-Rivières (partie)	12 000 \$	14 500 \$	16 000 \$	19 500 \$	21 000 \$	22 000 \$	22 500 \$
7	AR Drummondville et Victoriaville	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$

D. 1243-90, Ann. I; D. 423-2011, a. 32.

ANNEXE 2

(a. 27, 5^e al.)

REVENU MAXIMAL ADMISSIBLE POUR UN POINTAGE DE 4

Revenu maximal admissible pour un pointage de 4 ANNEXE 2 Année 2022 (Article 27, al.4)								
Tableau	RÉGION	PRBI Couple ou 1 personne	PRBI 2-3 personnes (sauf couple)	PRBI 4-5 personnes	PRBI 6-7 personnes	PRBI 8-9 personnes	PRBI 10-11 personnes	PRBI 12 personnes et plus
Région 01 - Bas-Saint-Laurent								
7	AR Malane et Rivière-du-Loup	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
8	AR Rimouski	19 500 \$	24 000 \$	27 500 \$	32 000 \$	35 000 \$	36 500 \$	38 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean								
5	RMR de Saguenay	17 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	28 000 \$	30 500 \$	31 500 \$	32 500 \$
7	AR Alma et Dolbeau-Mistassini Municipalités Roberval et Saint-Félicien	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 03 - Capitale-Nationale								
2	RMR de Québec	24 000 \$	28 500 \$	33 000 \$	41 500 \$	45 000 \$	47 000 \$	48 500 \$
7	Municipalité Saint-Raymond	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 04 - Mauricie								
6	RMR de Trois-Rivières (partie)	18 000 \$	22 000 \$	24 000 \$	29 000 \$	31 500 \$	33 000 \$	34 000 \$
7	AR Shawinigan Municipalité La Tuque	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 05 - Estrie								
4	RMR de Sherbrooke	19 500 \$	24 000 \$	30 000 \$	39 500 \$	43 000 \$	45 000 \$	46 000 \$
7	AR Cowansville et Granby (partie)	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 06 - Montréal								
1	RMR de Montréal	25 500 \$	28 000 \$	35 000 \$	43 500 \$	47 500 \$	49 500 \$	50 500 \$
Région 07 - Outaouais								
3	RMR de Gatineau	27 000 \$	33 000 \$	34 500 \$	39 500 \$	43 000 \$	45 000 \$	46 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 08 - Abitibi-Témiscamingue								
7	Municipalité Amos	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
8	AR Rouyn-Noranda et Val-d'Or	19 500 \$	24 000 \$	27 500 \$	32 000 \$	35 000 \$	36 500 \$	38 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 09 - Côte-Nord								
8	AR Baie-Comeau et Sept-Îles	19 500 \$	24 000 \$	27 500 \$	32 000 \$	35 000 \$	36 500 \$	38 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 10 - Nord-du-Québec								
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
Région 11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine								
7	Municipalités Les Îles-de-la-Madeleine et Pointe-à-la-Croix	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
8	Municipalité Gaspé	19 500 \$	24 000 \$	27 500 \$	32 000 \$	35 000 \$	36 500 \$	38 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 12 - Chaudière-Appalaches								
2	RMR de Québec (partie)	24 000 \$	28 500 \$	33 000 \$	41 500 \$	45 000 \$	47 000 \$	48 500 \$
7	AR Saint-Georges, Sainte-Marie et Thetford Mines Municipalité Montmagny	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 13 - Laval								
1	RMR de Montréal (partie)	25 500 \$	28 000 \$	35 000 \$	43 500 \$	47 500 \$	49 500 \$	50 500 \$
Région 14 et 15 - Lanaudière et Laurentides								
1	RMR de Montréal (partie)	25 500 \$	28 000 \$	35 000 \$	43 500 \$	47 500 \$	49 500 \$	50 500 \$
9	RA 14 et 15	22 500 \$	27 500 \$	33 000 \$	42 500 \$	46 000 \$	48 000 \$	48 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 16 - Monterégie								
1	RMR de Montréal (partie)	25 500 \$	28 000 \$	35 000 \$	43 500 \$	47 500 \$	49 500 \$	50 500 \$
7	AR Granby (partie), Salaberry-de-Valleyfield et Sorel-Tracy Municipalité Marieville	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
8	AR Saint-Hyacinthe	19 500 \$	24 000 \$	27 500 \$	32 000 \$	35 000 \$	36 500 \$	38 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 17 - Centre-du-Québec								
6	RMR de Trois-Rivières (partie)	18 000 \$	22 000 \$	24 000 \$	29 000 \$	31 500 \$	33 000 \$	34 000 \$
7	AR Drummondville et Victoriaville	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$

D. 1243-90, Ann. II; D. 506-93, a. 17; D. 423-2011, a. 32.

ANNEXE 3

(a. 27, 5^e al.)

REVENU MAXIMAL ADMISSIBLE POUR UN POINTAGE DE 2

Revenu maximal admissible pour un pointage de 2 ANNEXE 3 Année 2022 (Article 27, al.4)								
Tableau	RÉGION	PRBI Couple ou 1 personne	PRBI 2-3 personnes (sauf couple)	PRBI 4-5 personnes	PRBI 6-7 personnes	PRBI 8-9 personnes	PRBI 10-11 personnes	PRBI 12 personnes et plus
Région 01 - Bas-Saint-Laurent								
7	AR Malane et Rivière-du-Loup	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$
8	AR Rimouski	26 000 \$	32 000 \$	37 000 \$	42 500 \$	47 000 \$	49 000 \$	50 500 \$
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$
Région 02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean								
5	RMR de Saguenay	23 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	37 500 \$	40 500 \$	42 000 \$	43 500 \$
7	AR Alma et Dolbeau-Mistassini Municipalités Roberval et Saint-Félicien	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$
Région 03 - Capitale-Nationale								
2	RMR de Québec	32 000 \$	38 000 \$	44 000 \$	55 000 \$	60 000 \$	62 500 \$	64 500 \$
7	Municipalité Saint-Raymond	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$
Région 04 - Mauricie								
6	RMR de Trois-Rivières (partie)	23 500 \$	29 000 \$	32 000 \$	39 000 \$	42 000 \$	44 000 \$	45 000 \$
7	AR Shawinigan Municipalité La Tuque	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$
Région 05 - Estrie								
4	RMR de Sherbrooke	25 500 \$	31 500 \$	40 000 \$	52 500 \$	57 000 \$	59 500 \$	61 500 \$
7	AR Cowansville et Granby (partie)	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$
Région 06 - Montréal								
1	RMR de Montréal	33 500 \$	37 000 \$	46 500 \$	58 000 \$	63 500 \$	66 000 \$	67 500 \$
Région 07 - Outaouais								
3	RMR de Gatineau	35 500 \$	44 000 \$	45 500 \$	53 000 \$	57 500 \$	59 500 \$	61 500 \$
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$
Région 08 - Abitibi-Témiscamingue								
7	Municipalité Amos	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$
8	AR Rouyn-Noranda et Val-d'Or	26 000 \$	32 000 \$	37 000 \$	42 500 \$	47 000 \$	49 000 \$	50 500 \$
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$
Région 09 - Côte-Nord								
8	AR Baie-Comeau et Sept-Îles	26 000 \$	32 000 \$	37 000 \$	42 500 \$	47 000 \$	49 000 \$	50 500 \$
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$
Région 10 - Nord-du-Québec								
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$
Région 11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine								
7	Municipalités Les Îles-de-la-Madeleine et Pointe-à-la-Croix	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$
8	Municipalité Gaspé	26 000 \$	32 000 \$	37 000 \$	42 500 \$	47 000 \$	49 000 \$	50 500 \$
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$
Région 12 - Chaudière-Appalaches								
2	RMR de Québec (partie)	32 000 \$	38 000 \$	44 000 \$	55 000 \$	60 000 \$	62 500 \$	64 500 \$
7	AR Saint-Georges, Sainte-Marie et Thetford Mines Municipalité Montmagny	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$
Région 13 - Laval								
1	RMR de Montréal (partie)	33 500 \$	37 000 \$	46 500 \$	58 000 \$	63 500 \$	66 000 \$	67 500 \$
Région 14 et 15 - Lanaudière et Laurentides								
1	RMR de Montréal (partie)	33 500 \$	37 000 \$	46 500 \$	58 000 \$	63 500 \$	66 000 \$	67 500 \$
9	RA 14 et 15	30 000 \$	36 500 \$	44 000 \$	57 000 \$	61 000 \$	63 500 \$	65 000 \$
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$
Région 16 - Monterégie								
1	RMR de Montréal (partie)	33 500 \$	37 000 \$	46 500 \$	58 000 \$	63 500 \$	66 000 \$	67 500 \$
7	AR Granby (partie), Salaberry-de-Valleyfield et Sorel-Tracy Municipalité Marieville	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$
8	AR Saint-Hyacinthe	26 000 \$	32 000 \$	37 000 \$	42 500 \$	47 000 \$	49 000 \$	50 500 \$
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$
Région 17 - Centre-du-Québec								
6	RMR de Trois-Rivières (partie)	23 500 \$	29 000 \$	32 000 \$	39 000 \$	42 000 \$	44 000 \$	45 000 \$
7	AR Drummondville et Victoriaville	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$

D. 1243-90, Ann. III; D. 423-2011, a. 32.

ANNEXE 4

(Remplacée)

D. 1243-90, Ann. IV; D. 423-2011, a. 32.

ANNEXE 5

(Remplacée)

D. 1243-90, Ann. V; D. 423-2011, a. 32.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

2011

(D. 423-2011) Article 33. Pour une période d'un an à compter du 1^{er} septembre 2011, le Règlement sur l'attribution des logements à loyer modique, tel qu'il existait le jour précédent le 1^{er} septembre 2011, continue de s'appliquer aux demandes inscrites sur la liste d'admissibilité à cette date. Seule une demande prioritaire selon l'article 23, tel que modifié par le Décret 423-2011, pourra avoir préséance sur une demande inscrite sur la liste d'admissibilité le jour précédant le 1^{er} septembre 2011. À la fin de cette période, ces demandes seront reclassées à partir des critères de classement prévus au Règlement sur l'attribution des logements à loyer modique tel que modifié par le Décret 423-2011.

MISES À JOUR

D. 1243-90, 1990 G.O. 2, 3507

D. 506-93, 1993 G.O. 2, 3007

D. 767-2006, 2006 G.O. 2, 4159

D. 423-2011, 2011 G.O. 2, 1679

L.Q. 2019, c. 28, a. 117

L.Q. 2019, c. 28, a. 158

chapitre S-8, r. 3

Règlement sur les conditions de location des logements à loyer modique

Loi sur la Société d'habitation du Québec
(chapitre S-8, a. 86, 1^{er} al, par. g et 2^e al.).



Les montants prévus au règlement ont été indexés selon l'avis publié à la Partie 1 de la Gazette officielle du Québec le 5 mars 2022, page 160. (a. 6, 10, 11, 12, Ann. 1) (Effet à compter du 1^{er} mars 2022)

TABLE DES MATIÈRES

ANNEXE 1

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un autre sens, on entend par:

«logement» un logement à loyer modique au sens du Code civil;

«ménage» une ou plusieurs personnes qui occupent un logement;

«occupant 1» la personne qui subvient habituellement aux besoins du ménage ou, dans le cas d'un bail en cours, la personne identifiée comme occupant 1;

«occupant 2» la personne indépendante dont les revenus annuels, établis conformément aux articles 3 et 4, sont les plus élevés;

«personne indépendante» une personne, majeure ou mineure émancipée, qui habite avec l'occupant 1.

D. 523-2001, a. 1; D. 729-2020, a. 1.

2. Pour l'application du présent règlement, ne sont pas considérés comme des revenus:

1° le montant reçu à titre de crédit pour la solidarité versé en vertu de la Loi sur les impôts (chapitre I-3);

2° les sommes versées à une famille d'accueil ou une résidence d'accueil au sens de l'article 312 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) pour prendre charge d'un enfant ou d'un adulte ainsi que les sommes versées à une telle famille d'accueil en vertu du Règlement sur l'aide financière pour favoriser l'adoption d'un enfant (chapitre P-34.1, r. 4);

3° l'allocation canadienne pour enfants versée en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, c. 1 (5^e suppl.));

4° le paiement de soutien aux enfants versé en vertu de la Loi sur les impôts;

5° les sommes reçues à titre de pension alimentaire pour l'entretien d'un enfant, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 350 \$ par mois par enfant;

6° la rente d'orphelin et celle d'enfant de cotisant invalide versée en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9);

7° les prestations d'aide sociale versées en vertu des articles 74 à 78 et 204 du Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1, r. 1) pour tout enfant à charge majeur qui fréquente un établissement d'enseignement;

8° les gains qu'un enfant à charge au sens de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1) réalise accessoirement à ses études et les prêts et bourses qui lui sont versés à titre d'étudiant;

9° les sommes versées en vertu d'un programme du ministère de la Santé et des Services sociaux pour des services d'aide et de soins à domicile;

10° les prestations spéciales versées en vertu des articles 81 à 110 du Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles;

11° les frais supplémentaires versés par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale dans le cadre des modalités d'application des mesures actives du ministre financées par le Fonds de développement du marché du travail;

12° la prime au travail accordée en vertu de la Loi sur les impôts et l'allocation canadienne pour les travailleurs accordée en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu;

13° les allocations d'aide à l'emploi versées au cours d'une année civile à une personne qui participe à des mesures actives du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, jusqu'à concurrence d'un montant de 1 560 \$ par personne.

D. 523-2001, a. 2; D. 729-2020, a. 2.

3. Les revenus considérés aux fins du présent règlement sont les sommes gagnées au cours de l'année civile qui précède la date du début de bail par chacune des personnes qui composent le ménage.

D. 523-2001, a. 3.

4. Sont déduits des revenus considérés en application de l'article 3, pour chacune des personnes qui composent le ménage:

1° la somme versée par cette personne à titre de pension alimentaire en vertu d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent;

2° les frais d'hospitalisation ou d'hébergement dans un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre de réadaptation visé à l'article 79 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) défrayés par cette personne, sauf les frais reliés à l'occupation d'une chambre privée ou semi-privée;

3° le montant des dépenses d'exploitation que cette personne encourt pour gagner un revenu de biens ou un revenu provenant d'un travail autonome ou de l'exploitation d'une entreprise à l'exclusion de tout montant relatif à une déduction pour amortissement ou à une allocation du coût en capital.

Le montant visé au paragraphe 3 ne peut être déduit que des revenus d'exploitation de la personne.

D. 523-2001, a. 4.

5. Le loyer d'un logement est déterminé en fonction du nombre de personnes qui composent le ménage, de leurs revenus respectifs ainsi qu'en considération des services et équipements offerts.

Ce loyer est égal à la somme du loyer de base déterminé conformément à l'article 6 ou 8, selon le cas, et, le cas échéant, des contributions établies à l'article 10 et des ajustements prévus aux articles 11, 12 et 13.

Le loyer à payer est arrondi au dollar le plus près.

D. 523-2001, a. 5.

6. Le loyer de base correspond à 25% du total des revenus mensuels de chacun des occupants 1 et 2 déduction faite, d'un montant correspondant à 2% du montant de leurs revenus de travail annuels, établis en tenant compte de la réduction prévue au paragraphe 2 de l'article 7, sans excéder 30 \$.

Toutefois, un loyer de base moindre peut être déterminé lorsque l'un de ces occupants déclare des revenus de travail, des allocations d'aide à l'emploi ou les deux et qu'il ne reçoit pas de prestations versées en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (L.R.C. 1985, c. O-9). Le loyer de base est alors égal au moins élevé:

1° du montant du loyer de base mensuel prévu au bail de l'année qui précède et majoré de 50 \$;

2° d'un montant, selon le cas, de 569 \$ pour l'occupant 1 et de 634 \$ pour les occupants 1 et 2.

Malgré le paragraphe 2 du deuxième alinéa, le montant du loyer de base mensuel ne peut être moindre que le montant du loyer de base mensuel mentionné au bail du logement de l'année précédente. De plus, le paragraphe 1 du deuxième alinéa ne s'applique que si l'occupant 1 était partie au bail du logement de l'année qui précède.

Les règles relatives au calcul d'un loyer de base moindre, en application des deuxième et troisième alinéas, ne s'appliquent qu'à la demande de l'occupant 1 et uniquement si elles permettent de diminuer le loyer de base qui aurait autrement été à payer. Une telle demande, si elle est acceptée, ne peut être faite qu'une seule fois par la même personne auquel cas, le calcul du loyer du logement qu'elle occupe est établi en tenant compte de ces règles mais seulement pour les 3 périodes de baux consécutives calculées à partir de la date où la demande a pris effet. Malgré ce qui précède, dans le cas d'un nouveau locataire dont le premier bail est d'une durée de moins de 12 mois, les règles relatives au calcul du loyer de base moindre s'appliquent alors pour les 4 périodes consécutives de baux calculées à partir de la date où la demande a pris effet.

Si l'occupant 2 est un enfant de l'occupant 1 ou de son conjoint, les revenus mensuels de cet occupant considérés pour déterminer le loyer de base ne peuvent excéder 376 \$ si cet enfant est âgé de 18 à 20 ans et 747 \$ s'il est âgé de 21 à 24 ans.

Les sommes mentionnées au paragraphe 2 du deuxième alinéa et au cinquième alinéa sont ajustées au 1^{er} mars de chaque année selon l'indice des prix à la consommation pour les logements en location établi, pour le mois de décembre précédent, par Statistique Canada pour la Ville de Montréal. Ces sommes, ainsi ajustées, sont arrondies au dollar le plus près. La Société d'habitation du Québec informe le public du résultat de l'ajustement annuel, au moyen d'un avis publié à la *Gazette officielle du Québec* et, si elle le juge approprié, par tout autre moyen.

D. 523-2001, a. 6; D. 729-2020, a. 3.

7. Les revenus mensuels de chacun des occupants 1 et 2 sont déterminés en effectuant les opérations suivantes:

1° additionner ses revenus annuels établis conformément aux articles 3 et 4;

2° le cas échéant, soustraire un montant correspondant à 10% du montant de ses revenus de travail annuels;

3° diviser par 12 le résultat obtenu.

D. 523-2001, a. 7.

8. Malgré l'article 6, le loyer de base ne peut être inférieur au loyer minimum de base apparaissant à l'annexe 1, lequel est établi en fonction de la situation du ménage. Ce loyer minimum est déterminé, lors de la conclusion du bail ou de sa reconduction, en fonction de la composition du ménage, du fait que les personnes qui composent ce ménage bénéficient ou non de prestations d'aide sociale ou d'allocations de solidarité sociale en vertu de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1) et, dans le cas où l'occupant 1 ou, le cas échéant, chacun des occupants 1 et 2 reçoivent de telles prestations, du fait qu'ils présentent ou non des contraintes à l'emploi au sens de cette loi.

L'enfant majeur aux études, considéré à charge au sens de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, est, aux fins de l'application de l'annexe 1, considéré comme un enfant dans la composition du ménage.

Les loyers minimums de base prévus à l'annexe 1 sont majorés au 1^{er} mars de chaque année d'un montant correspondant à 25% du montant total d'augmentation, pour l'année civile précédente, des prestations d'aide sociale ou d'allocations de solidarité sociale en vertu de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles selon la situation des ménages. Il en est de même à l'égard des loyers minimums applicables dans le cas où au moins un des occupants ne reçoit pas de prestations en vertu de cette loi; dans ce cas, la majoration correspond à 25% du montant total d'augmentation de la prestation de base d'aide sociale ou d'allocation de solidarité sociale prévue, selon la situation du ménage, par la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles. Ces loyers, ainsi ajustés, sont arrondis au quart de dollar le plus près. La Société informe le public du résultat de l'ajustement annuel, au moyen d'un avis publié à la *Gazette officielle du Québec* et, si elle le juge approprié, par tout autre moyen.

D. 523-2001, a. 8.

9. Le loyer de base déterminé conformément à l'article 6 ou 8, selon le cas, comprend les coûts du chauffage et de l'eau chaude ainsi que les taxes municipales et scolaires.

Il comprend également la fourniture d'une cuisinière ou d'un réfrigérateur dans le cas d'un bail en vigueur le 31 décembre 1984 ou dans le cas d'un bail en vigueur après cette date si l'espace prévu dans le logement ne permet pas d'installer une cuisinière et un réfrigérateur de 765 mm de largeur chacun.

Outre les coûts prévus au premier alinéa, le loyer de base d'une chambre, dans une maison de chambres dont au moins 4 chambres sont louées ou offertes en location, comprend également le coût de l'électricité.

D. 523-2001, a. 9.

10. La contribution prévue à l'article 5 correspond, pour chaque personne indépendante autre que celle identifiée comme occupant 2, à 25% des revenus mensuels de chacune de ces personnes, jusqu'à concurrence de la somme de 94,50 \$ par personne.

Cette somme est ajustée au 1^{er} mars de chaque année selon l'indice des prix à la consommation pour les logements en location établi, pour le mois de décembre précédent, par Statistique Canada pour la Ville de Montréal. Cette somme, ainsi ajustée, est arrondie au quart de dollar le plus près. La Société informe le public du résultat de l'ajustement annuel, au moyen d'un avis publié à la *Gazette officielle du Québec* et, si elle le juge approprié, par tout autre moyen.

Les revenus mensuels de chaque personne indépendante visée au premier alinéa sont déterminés en divisant par 12 ses revenus annuels établis conformément aux articles 3 et 4.

D. 523-2001, a. 10.

11. Les ajustements visés à l'article 5 qui sont ajoutés au loyer de base sont, selon le cas:

1° pour la consommation d'électricité à l'exclusion du chauffage et de l'eau chaude, 34,75 \$ dans le cas d'un studio, 39,40 \$ dans le cas d'un logement d'une chambre à coucher et 4,65 \$ pour chaque chambre à coucher additionnelle;

2° 5 \$ pour chaque climatiseur dont le logement est équipé;

3° 5 \$ si le locataire dispose d'un stationnement extérieur sans prise de courant;

4° 10 \$ si le locataire dispose d'un stationnement extérieur muni d'une prise de courant;

5° 20 \$ si le locataire dispose d'un garage ou d'un stationnement intérieur;

6° pour tout stationnement additionnel fourni à un locataire, 20 \$ pour un stationnement extérieur, 30 \$ pour un stationnement muni d'une prise de courant et 50 \$ pour un garage ou stationnement intérieur.

Les montants prévus au paragraphe 1 sont ajustés au 1^{er} mars de chaque année selon le taux d'ajustement des tarifs d'Hydro-Québec, appliqué l'année précédente, pour la fourniture d'électricité à des fins résidentielles. Ces sommes ainsi ajustées sont arrondies au vingtième de dollar le plus près. La Société informe le public du résultat de l'ajustement annuel, au moyen d'un avis publié à la *Gazette officielle du Québec* et, si elle le juge approprié, par tout autre moyen.

D. 523-2001, a. 11.

12. Le loyer de base d'un logement visé par le Programme de supplément au loyer est réduit:

1° si le coût des taxes d'eau et de cueillette des ordures ménagères relatives à ce logement n'est pas inclus dans le prix du loyer, d'un montant égal à 1/12^e du coût total de ces taxes à payer pour l'année financière qui précède la date du début du bail;

2° si le coût du chauffage du logement n'est pas compris dans le prix du loyer, d'un montant égal à 58,90 \$ dans le cas d'un studio et d'un logement d'une chambre à coucher, de 64,05 \$ dans le cas d'un logement de 2 chambres à coucher, de 69,45 \$ dans le cas d'un logement de 3 chambres à coucher et de 85,60 \$ dans le cas d'un logement de plus de 3 chambres à coucher;

3° si le coût de l'eau chaude utilisée n'est pas inclus dans le prix du loyer, d'un montant égal à 12,05 \$ dans le cas d'un studio et d'un logement d'une chambre à coucher, de 13,25 \$ dans le cas d'un logement de 2 chambres à coucher, de 14,50 \$ dans le cas d'un logement de 3 chambres à coucher et de 16,10 \$ dans le cas d'un logement de plus de 3 chambres à coucher.

Les montants prévus au paragraphe 2 et 3 sont ajustés au 1^{er} mars de chaque année selon le taux d'ajustement des tarifs d'Hydro-Québec appliqué l'année précédente, pour la fourniture d'électricité à des fins résidentielles. Ces sommes ainsi ajustées sont arrondies au vingtième de dollar le plus près. La Société informe le public du résultat de l'ajustement annuel au moyen d'un avis publié à la *Gazette officielle du Québec* ou par tout autre moyen qu'elle estime approprié.

D. 523-2001, a. 12.

13. Pour chaque cuisinière ou réfrigérateur que le locateur fait défaut de fournir à un locataire conformément au deuxième alinéa de l'article 9, un montant de 1,50 \$ par appareil est soustrait du loyer de base.

D. 523-2001, a. 13.

14. Le bail est d'une durée de 12 mois.

Toutefois, un bail conclu en cours d'année avec un nouveau locataire ou un locataire visé à l'article 1990 du Code civil peut être conclu pour une durée, selon le cas:

1° de moins de 12 mois, si les revenus considérés pour la détermination du loyer applicable pour ce bail et ceux qui pourraient être considérés pour sa reconduction ne se réfèrent pas à la même année civile;

2° de plus de 12 mois sans toutefois excéder 23 mois, si les revenus considérés pour ce bail et ceux qui pourraient être considérés pour sa reconduction se réfèrent à la même année civile.

D. 523-2001, a. 14.

15. Les frais d'utilisation d'une lessiveuse ou d'une sècheuse mise à la disposition des locataires d'un logement, autre qu'un logement subventionné par la Société en vertu du Programme de supplément au loyer, sont de 0,75 \$ par utilisation.

D. 523-2001, a. 15.

16. Dans le cas où un logement subventionné est un logement appartenant à une coopérative, le locataire non-membre de celle-ci est tenu d'assumer les frais inhérents à cette qualité. Toutefois, ces frais ne peuvent excéder 10% du loyer calculé conformément à l'article 5 sans toutefois tenir compte des ajustements prévus à l'article 12.

D. 523-2001, a. 16.

17. Un locataire à qui est attribué un logement à loyer modique et qui doit acquitter un loyer sur le marché locatif privé ou public est exempté du paiement du loyer du logement ainsi attribué tant que la résiliation

prévue à l'article 1974 ou à l'article 1995 du Code civil, selon le cas, n'a pas pris effet. Toutefois, cette exemption de paiement ne peut excéder une période de 3 mois.

D. 523-2001, a. 17.

18. Aux fins de la conclusion du bail ou de sa reconduction, le locataire doit fournir au locateur le nom des personnes qui habitent avec lui et les preuves requises pour la détermination du loyer. Ces renseignements doivent être fournis dans un délai d'un mois de la demande du locateur.

En tout temps, le locataire est tenu d'informer le locateur lorsqu'il y a ajout d'occupant et ce, dans un délai d'un mois de l'arrivée du nouvel occupant.

S'il y a ajout d'occupant entre la date de réception des renseignements visés au premier alinéa et la date de la conclusion du bail ou de sa reconduction, selon le cas, ces nouveaux occupants sont considérés pour la détermination du loyer prévu à l'article 5.

D. 523-2001, a. 18.

19. Lors de la reconduction d'un bail, si aucun changement dans la composition du ménage n'est intervenu par rapport à celle considérée pour la détermination du loyer applicable pour le bail précédent, le locateur peut d'office, aux fins de la détermination du loyer applicable pour le bail reconduit, indexer les revenus apparaissant au bail précédent d'un montant équivalent à l'indexation réelle des prestations effectuée l'année précédente par les autorités compétentes à le faire. Cette indexation automatique peut être faite pour une période n'excédant pas 3 années consécutives et pour un locataire ou un occupant, selon le cas:

1° qui ne reçoit que la pension de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu mensuel garanti maximal;

2° qui est prestataire en vertu de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1) et qui reçoit, selon le cas, une allocation pour contrainte temporaire à l'emploi, lorsque celle-ci est versée à une personne de 58 ans ou plus, ou une allocation de solidarité sociale en raison de contrainte sévère à l'emploi;

3° qui reçoit une rente de retraite ou une rente de conjoint survivant en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) et qui est âgée de 65 ans ou plus.

Dans ces cas, les dispositions prévues au premier alinéa de l'article 18 ne s'appliquent pas, à moins d'une demande expresse du locateur à cet effet. Toutefois, un locataire ou un occupant visé aux paragraphes 1, 2 ou 3 du premier alinéa qui, en cours d'année, bénéficie d'une nouvelle source de revenus ou d'une modification au type d'allocation reçue en application de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles est tenu d'en informer le locateur dans le mois qui suit un tel changement.

D. 523-2001, a. 19; D. 729-2020, a. 4.

20. Le loyer que doit payer le locataire qui demande une réduction de loyer motivée par une diminution de revenu ou un changement dans la composition du ménage est établi sur la base du revenu présumé de tous les occupants pour la période pour laquelle la réduction est accordée.

Dans tous les cas, le loyer de base ne peut être inférieur au loyer minimum de base déterminé conformément aux dispositions prévues à l'article 8, établi sur la base de la situation présumée du ménage pour la période pour laquelle la réduction est accordée.

La demande de diminution de loyer doit être accompagnée de toutes les pièces justificatives nécessaires.

Aucune demande entraînant, sur une base mensuelle, une réduction de loyer inférieure à 10,00 \$ ne peut être accordée.

Le locateur doit, dans un délai de 30 jours de la date du dépôt de la demande et des pièces justificatives, informer le locataire de sa décision.

D. 523-2001, a. 20.

21. Le loyer établi conformément à l'article 20 a effet depuis le mois qui suit le dépôt de la demande et demeure en vigueur pour la période que fixe le locateur, laquelle peut être de 1 à 6 mois sans toutefois excéder la date de reconduction du bail.

À l'échéance de cette période, le loyer au bail antérieur est rétabli à moins que le locataire ne justifie qu'il peut bénéficier d'une prolongation de la réduction pour une nouvelle période.

Lorsque la diminution de revenu revêt un caractère de permanence, la diminution de loyer doit, malgré le premier alinéa, être accordée pour la durée restante du bail.

D. 523-2001, a. 21.

22. Malgré l'article 6, le taux de loyer d'un locataire, à la date de l'acquisition par le locateur de l'immeuble dans lequel il habite, est augmenté de 1% lors de la première reconduction du bail et de 2% lors de chacune des reconductions subséquentes, jusqu'à ce qu'il atteigne 25% si le logement devient un logement à loyer modique.

D. 523-2001, a. 22.

23. Le présent règlement ne s'applique pas aux logements appartenant à la Société et situés au nord du 55^e parallèle et desservant le milieu inuit.

D. 523-2001, a. 23.

24. Le présent règlement remplace le Règlement sur les conditions de location des logements à loyer modique (D. 251-92, 92-02-26) et abroge le Règlement sur les conditions de location des logements à loyer modique (D. 159-90, 90-02-14).

D. 523-2001, a. 24.

25. Le présent règlement entre en vigueur le 21 août 2001. Il reçoit application pour tout bail conclu ou reconduit à compter de cette date.

Toutefois, pour un bail en cours le 21 août 2001, dont le loyer de base a été calculé en considérant les revenus gagnés par un enfant de l'occupant 1 ou de son conjoint âgé de 18 à 20 ans, l'article 8 du présent règlement ne s'applique pas lors de la reconduction de ce bail et, le cas échéant, lors des reconductions subséquentes jusqu'à ce que cet enfant atteigne l'âge de 21 ans, si:

1° aucun changement dans la composition du ménage n'est intervenu par rapport à celle considérée aux fins du bail précédent;

2° cet enfant demeure l'occupant 2 aux fins de la détermination du loyer de base applicable pour le bail reconduit;

3° l'application de l'article 8 du présent règlement entraîne pour le ménage une hausse du loyer minimum de base tel que déterminé en vertu de l'article 2 du Règlement sur les conditions de location des logements à loyer modique (D. 251-92, 92-02-26).

Dans ce cas, le loyer minimum de base applicable pour le bail reconduit est celui déterminé en application de l'article 2 précité.

D. 523-2001, a. 25; D. 729-2020, a. 5.

ANNEXE 1

LOYER MINIMUM DE BASE

Selon la composition du ménage et selon que l'occupant 1 ou les occupants 1 et 2 reçoivent ou non des prestations d'aide sociale ou des allocations de solidarité sociale en vertu de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1) (*Loyer indexé*)

L'OCCUPANT OU LES OCCUPANTS SONT PRESTATAIRES DU PROGRAMME D'AIDE SOCIALE OU DU PROGRAMME DE SOLIDARITÉ SOCIALE

SANS ENFANT			
Nombre d'occupants		Loyer minimum	
1 adulte		177 \$	
2 adultes et plus		268 \$	
AVEC ENFANTS			
Occupant 1 et occupant 2, s'il y a lieu, sont sans contraintes à l'emploi			
Nombre d'adultes	1 enfant	2 enfants et plus	
1 adulte	238,25 \$	268,50 \$	
2 adultes et plus	298,25 \$	322,25 \$	
Occupant 1 et occupant 2, s'il y a lieu, ont des contraintes temporaires à l'emploi			
Nombre d'adultes	1 enfant	2 enfants et plus	
1 adulte	273,25 \$	303,50 \$	
2 adultes et plus	358,75 \$	382,75 \$	
Un des occupants est sans contrainte et l'autre a des contraintes temporaires à l'emploi			
Nombre d'adultes	1 enfant	2 enfants et plus	
2 adultes et plus	330,25 \$	354,25 \$	
Un des occupants a des contraintes sévères à l'emploi			
Nombre d'adultes	1 enfant	2 enfants et plus	
1 adulte	336,75 \$	368 \$	
2 adultes et plus	438 \$	462,75 \$	
Au moins un des occupants est non prestataire du Programme d'aide sociale ou du Programme de solidarité sociale			
Nombre d'adultes	Nombre d'enfants		
	0	1	2 et +
1 adulte	177 \$	238,25 \$	268,50 \$
2 adultes et plus	268 \$	298,25 \$	322,25 \$

D. 523-2001, Ann. 1; D. 729-2020, a. 6.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

2020

(D. 729-2020) ARTICLE 7. Par dérogation aux dispositions des articles 20 et 21 de ce règlement, un locataire peut demander, à compter du 6 août 2020, une diminution de loyer pour un bail en cours à cette date, lorsque les revenus de son ménage peuvent être réduits à la suite de la modification apportée au paragraphe 5 du premier alinéa de l'article 2 de ce règlement par le paragraphe 4 de l'article 2 du présent règlement.

La demande du locataire doit être soumise par écrit au locateur au plus tard avant la date de la reconduction de son bail ou le 30 septembre 2021, selon la plus tardive de ces dates, et être accompagnée de toutes les pièces justificatives nécessaires.

Aucune demande entraînant, sur une base mensuelle, une diminution de loyer inférieure à 10,00 \$ ne peut être accordée.

La diminution de loyer prévue au présent article est accordée au locataire à compter du 6 août 2020.

La demande doit être traitée par le locateur soit au plus tard lors de la prochaine reconduction du bail du locataire, soit d'ici le 30 septembre 2021 lorsque la reconduction du bail d'un locataire s'effectue selon l'article 1 du Règlement sur certaines mesures temporaires relatives à la location de logements à loyer modique (D. 672-2020, 2020-06-23). Le locateur doit informer par écrit le locataire de sa décision.

Les dispositions du présent article s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la demande soumise par une personne qui était locataire le 6 août 2020, mais qui ne l'est plus au moment du dépôt de la demande. Toutefois, dans un tel cas, le locateur doit traiter la demande dans un délai maximal de trois mois suivant la date de son dépôt.

MISES À JOUR

D. 523-2001, 2001 G.O. 2, 3023

L.Q. 2016, c. 25, a. 45

D. 729-2020, 2020 G.O. 2, 3077

(Original text in French)

BY EMAIL

Quebec City, May 15th, 2023

Hello,

We are responding to your request for access, received on May 9, 2023, to obtain the following documents:

“A copy of the policy or list of income sources which are included and excluded from the calculation of a public housing tenants monthly rent geared to income housing payment. Please ensure this policy or list is written in English.”

After analysis, we are able to grant your request. You will find the requested information attached. These are the *By-law respecting the allocation of dwellings in low rental housing* ([CQLR, c. S-8, r. 1](#)), which relates in particular to the eligibility of households, and the *By-law respecting the conditions for the leasing of dwellings in low-rental housing* ([CQLR, c. S-8, r. 3](#)), which determines the rules for calculating rents.

... 2

In accordance with Section 51 of the *Act respecting access to documents held by public bodies and the protection of personal information* ([CQLR, c. A-2.1](#)), we inform you that you may request a review of this decision from the Commission d'accès à l'information du Québec. You will find attached an explanatory note on this subject.

Please accept our kindest regards.

Person responsible for access to documents and the protection of personal information,

(Original signed)

FADI GERMANI

Ref./N: 2023-2024-03

Chapter A-2.1

Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personal information

51. Where the request is in writing, the decision is made in writing by the person in charge, and a copy thereof is sent to the applicant, and, if such is the case, to the third person who submitted observations in accordance with section 49.

The decision must be accompanied by the text of the provision on which the refusal is based, where applicable, and a notice of the proceeding for review provided for in Division III of Chapter IV, indicating in particular the time limit within which it may be exercised.

1982, c. 30, s. 51; 2006, c. 22, s. 28.

NOTICE OF RECOURSE

(Pursuant to a decision rendered in accordance with the *Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personal information*)

REVIEW

a) Power

Article 135 of the Act stipulates that every person whose request has been denied in whole or in part by the person in charge of access to documents or of the protection of personal information may apply to the Commission d'accès à l'information for a review of the decision. An appeal may also be brought for a failure to respond within the applicable time limit.

The application for review must be made in writing; it may state briefly the reasons for which the decision should be reviewed (article 137).

The Commission d'accès à l'information may be reached at the following addresses:

QUÉBEC

Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Phone : (418) 528-7741
Fax : (418) 529-3102

MONTRÉAL

Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4

Phone : (514) 873-4196
Fax : (514) 844-6170

b) Grounds

An application for review may be based on grounds pertaining to the decision, the time prescribed for processing the request, the mode of access to a document or information, the fees payable, or the application of Article 9 (personal notes written on a document, sketches, outlines, drafts, preliminary notes or other documents of the same nature which are not deemed to be documents held by a public body).

c) Time limit

The application for review must be made to the Commission d'accès à l'information within thirty (30) days of the date of the decision or of the time granted by the Act to the person in charge for processing a request (Article 135).

The Act specifically provides that the Commission d'accès à l'information may, for any serious reason, release the applicant from a failure to respect the thirty-day time limit (Article 135).

APPEAL TO THE COUR DU QUÉBEC

a) Power

Article 147 of the Act stipulates that a person directly concerned may bring an appeal from a decision of the Commission d'accès à l'information before a judge of the Cour du Québec on any question of law or jurisdiction. However, an appeal from an interlocutory decision may only be brought with leave of a judge of the Cour du Québec. The judge shall grant leave if the interlocutory decision will not be remedied by the final decision.

b) Time limit

Under Article 149 of the Act, the motion for leave to appeal must be filed in the office of the Cour du Québec, within thirty (30) days of receipt of the decision of the Commission d'accès à l'information by the parties.

c) Procedure

Under Article 151 of the Act, the notice of appeal must be served on the parties and on the Commission within 10 days after its filing at the office of the Cour du Québec.

chapter S-8, r. 1

By-law respecting the allocation of dwellings in low rental housing

Act respecting the Société d'habitation du Québec
(chapter S-8, s. 86).



The amounts prescribed in the Regulation have been indexed pursuant to the notice published in Part 1 (French) of the Gazette officielle du Québec of 18 February 2023, page 146. (Sch. 1, 2, 3) (Effect from 13 June 2022)

TABLE OF CONTENTS

DIVISION I	
CATEGORIES AND SUBCATEGORIES OF DWELLINGS IN LOW RENTAL HOUSING.....	1
DIVISION II	
PUBLIC NOTICE OF SELECTION.....	9
DIVISION III	
APPLICATION AND REGISTER.....	11
DIVISION IV	
ELIGIBILITY.....	14
DIVISION V	
CLASSIFICATION.....	22
DIVISION VI	
LIST OF ELIGIBLE PERSONS.....	41
DIVISION VII	
ALLOCATION OF DWELLINGS.....	46
DIVISION VIII	
STRIKING OFF THE LIST AND RECLASSIFICATION.....	49

DIVISION IX
SELECTION COMMITTEE..... **54**

SCHEDULE 1
MAXIMUM ADMISSIBLE INCOME FOR A SCORE OF 6

SCHEDULE 2
MAXIMUM ADMISSIBLE INCOME FOR A SCORE OF 4

SCHEDULE 3
MAXIMUM ADMISSIBLE INCOME FOR A SCORE OF 2

SCHEDULE 4 (*Replaced*)

SCHEDULE 5 (*Replaced*)

DIVISION I

CATEGORIES AND SUBCATEGORIES OF DWELLINGS IN LOW RENTAL HOUSING

1. Dwellings in low rental housing are classified in categories A, B and C.

O.C. 1243-90, s. 1; O.C. 506-93, s. 1; O.C. 423-2011, s. 1.

1.1. For the purposes of this By-law, “handicapped person” has the meaning assigned by section 1 of the Act to secure handicapped persons in the exercise of their rights with a view to achieving social, school and workplace integration (chapter E-20.1).

O.C. 423-2011, s. 2.

2. A category A dwelling may be allocated only to a household consisting of

(1) at least one person aged 65 or older; or

(2) at least one handicapped person who, due to motor disabilities, is likely to have difficulty entering a dwelling or moving around in it.

In the case referred to in subparagraph 1 of the first paragraph, a lessor may, by by-law, fix the minimum age of the other members of the household.

O.C. 1243-90, s. 2; O.C. 423-2011, s. 3.

3. A lessor of dwellings in low rental housing may, by by-law, reduce to not less than 50 the required age of any person referred to in subparagraph 1 of the first paragraph of section 2. The by-law of the lessor may cover one, several or all of the buildings that it administers.

O.C. 1243-90, s. 3; O.C. 506-93, s. 2; O.C. 423-2011, s. 4.

4. A category B dwelling may be allocated only to a household consisting of one or more persons, aged under 65, who are spouses or relatives, within the meaning of article 655 of the Civil Code, up to the second degree.

The household may also include dependants within the meaning of section 23 of the Individual and Family Assistance Act (chapter A-13.1.1).

O.C. 1243-90, s. 4; O.C. 506-93, s. 3; O.C. 423-2011, s. 5.

5. Notwithstanding section 4, in any building or separate part of a building including both category A and category B dwellings, a category B dwelling may be allocated only to a household whose applicant or head of the household within the meaning of section 1 of the By-law respecting the conditions for the leasing of dwellings in low-rental housing, (chapter S-8, r. 3), is not less than 50 years of age and in which the dependant children are not less than 16 years of age.

Notwithstanding the foregoing, the lessor may, by by-law, fix another age for the allocation of category B dwellings or allow them to be allocated to an applicant or head of the household who is a handicapped person without consideration of age.

O.C. 1243-90, s. 5.

6. A category C dwelling may be allocated only to a person who, because of his or her physical, emotional or psychosocial condition, needs special facilities or personal assistance services on-site, excluding food services.

Notwithstanding the foregoing, the lessor may, by by-law, authorize the allocation of not more than 20% of those dwellings to persons other than those covered by the first paragraph.

O.C. 1243-90, s. 6; O.C. 423-2011, s. 6.

6.1. Where a dwelling is allocated to a household including a handicapped person, the household may include a caregiver.

A caregiver is a person who provides care and regular support, without remuneration, to another person of the person's family circle.

O.C. 423-2011, s. 7.

7. Dwellings in low rental housing are also classified in subcategories, depending upon whether the dwelling is a room or studio apartment or according to the number of bedrooms.

Dwellings in low rental housing constructed or arranged with a view to their occupation by a handicapped person who, due to the person's motor disabilities, is likely to have difficulty entering a dwelling or moving around in it also constitute a subcategory.

O.C. 1243-90, s. 7; O.C. 423-2011, s. 8.

8. A dwelling in low rental housing may be allocated, depending on the subcategory to which it belongs, only in accordance with the following rules:

- (1) a studio apartment shall be allocated to a single person;
- (2) the first bedroom shall be allocated to the head of the household and his spouse, if any;
- (3) an additional bedroom shall be allocated to any additional person included in the household; 2 persons less than 7 years of age shall share a bedroom;
- (4) an additional bedroom is allocated to a handicapped person whose disability or means used to compensate for the handicap prevents the person from sharing a bedroom;
- (5) a bedroom may be occupied by 2 persons of the same sex of 7 years of age or older;
- (6) if custody of a child is shared, an additional bedroom is allocated only if the child lives with the household in question at least 40% of the time.

The lessor may, by by-law, establish allocation conditions or criteria different from those provided for in this section in order to take into account the specifics of a shared custody order, the size of the dwelling or exceptional cases.

O.C. 1243-90, s. 8; O.C. 506-93, s. 4; O.C. 423-2011, s. 9.

DIVISION II

PUBLIC NOTICE OF SELECTION

9. When a dwelling is offered for lease for the first time, the lessor must publish a notice likely to reach persons residing in the territory where the dwelling is offered for lease. The same is applicable if the lessor expects to allocate a dwelling when the list of eligible persons is exhausted.

O.C. 1243-90, s. 9; O.C. 423-2011, s. 10.

10. The notice must indicate the following particulars:

- (1) the name and address of the lessor;
- (2) the selection territory covered by section 12;
- (3) the number of dwellings available by category and subcategory;
- (4) the conditions or criteria for acceptance of an application to lease and the conditions or criteria of eligibility for leasing;
- (5) the registration procedures including the address to which the application must be submitted and the time limit for submitting it, which must be not less than 30 days from the publication of the notice.

It must also indicate that in allocating dwellings, the lessor will exercise no discrimination in violation of the Charter of human rights and freedoms (chapter C-12).

O.C. 1243-90, s. 10.

DIVISION III

APPLICATION AND REGISTER

11. An application for the leasing of a dwelling in low rental housing is made in writing on the form provided by the lessor and must contain the following information:

- (1) the applicant's surname, first name, date of birth, social insurance number and telephone number and, if applicable, the surname, first name, date of birth, social insurance number and telephone number of every member of the household and their relationship with the applicant;
- (2) the applicant's status as a Canadian citizen or permanent resident;
- (3) a description of the applicant's level of independence;
- (4) the applicant's place of residence and, if applicable, the address of each of the applicant's places of residence in the 24 months preceding the application;
- (5) the applicant's status as a handicapped person or the status as a handicapped person or as a caregiver of a member of the applicant's household;
- (6) the applicant's income and the income of the applicant's household within the meaning of section 15;
- (7) the total value of the applicant's property and of the property of the applicant's household;
- (8) the shared custody of one or more of the applicant's children; and
- (9) the applicant's preferences as regards the location of a dwelling in the city or municipality concerned. The lessor must establish, by by-law, a list of sectors from which the applicant may choose.

The application must be accompanied by documents attesting to the information referred to in subparagraphs 2 to 8 of the first paragraph.

The total value of the applicant's property and of the property of the applicant's household is the market value of the property less the value of any real rights encumbering the property.

The property listed in paragraphs 1 and 3 to 9 of section 146 of the Individual and Family Assistance Regulation (chapter A-13.1.1, r. 1) is not taken into account to establish the total value of the applicant's property and the property of the applicant's household.

O.C. 1243-90, s. 11; O.C. 423-2011, s. 11.

12. The lessor shall enter in the register of applications for the lease of a dwelling in low rental housing to be kept by him for the selection territory any applications meeting the provisions of section 11.

The selection territory shall correspond to that served by the lessor. Notwithstanding the foregoing, a lessor that serves more than one municipality shall keep a register for each municipality. It may also, in a municipality of 50,000 or more inhabitants, define by by-law a selection territory smaller than the one it serves; the same applies where the municipality served results from the amalgamation of several municipalities.

O.C. 1243-90, s. 12; O.C. 506-93, s. 5.

13. Within 30 days following receipt of an application for a lease, the lessor must acknowledge receipt and inform the applicant of the decision to enter or not to enter his application in the register.

In the case of a refusal, the lessor must inform the applicant of the reasons for the decision and must indicate to him that he may apply to the Administrative Housing Tribunal to have the decision reviewed.

O.C. 1243-90, s. 13.

DIVISION IV

ELIGIBILITY

14. An applicant meeting the following conditions shall be eligible to lease a dwelling in low rental housing in the category or subcategory to which he is entitled under this Regulation:

- (1) he is entered on the register of applications to lease;
- (2) he can take care of his essential needs independently or with outside help or the help of a caregiver, in particular those needs related to personal care and ordinary household tasks;
- (3) he is a Canadian citizen or permanent resident within the meaning of the Immigration and Refugee Protection Act (S.C. 2001, c. 27) and is a Québec resident;
- (4) for at least 12 months in the 24 months preceding the application or re-entry, the applicant has resided in Québec or, if the by-law of the lessor provides for it, in the selection territory of the lessor;
- (5) his income and the incomes of his household are equal to or less than the maximum amount applicable to him under the Canada-Québec Global Agreement on Social Housing.

For the leasing of a dwelling owned by a rental housing cooperative or a non-profit organization, the applicant must also meet the conditions for eligibility established by the constituting act or a by-law of the cooperative or organization.

The residency condition in subparagraph 4 of the first paragraph does not apply to

- (1) a handicapped person who, due to a motor disability, is likely to have difficulty entering a dwelling or moving around in it, or whose household includes such a person; or

(2) a person who is a victim of domestic violence as indicated in an attestation issued by a shelter for such persons, a police force or an institution of the health and social services network.

O.C. 1243-90, s. 14; O.C. 506-93, s. 6; O.C. 423-2011, s. 12.

15. The income of the applicant and the incomes of his household correspond to the monthly average of all the gross incomes earned during the calendar year preceding the date on which the application is submitted.

Items excluded from income in accordance with sections 2 and 4 of the By-law respecting the conditions for the leasing of dwellings in low-rental housing (chapter S-8, r. 3) do not form part of those incomes.

O.C. 1243-90, s. 15; O.C. 423-2011, s. 13.

16. Notwithstanding section 14, the following persons are not eligible to lease a dwelling in low rental housing:

(1) an applicant who was the lessee of a dwelling in low rental housing and whose lease was cancelled under article 1860 or 1971 of the Civil Code;

(2) an applicant who abandoned a dwelling in low rental housing without notifying the lessor;

(3) an applicant whose household includes a member who is ineligible under subparagraph 1 or 2.

Such ineligibilities shall last for a period not longer than 3 years from the date on which the lease is cancelled or from the date of abandonment.

(4) An applicant or, where applicable, a member of his household who is indebted to a lessor of dwellings in low rental housing for failure to pay rent or for damage caused to the immovable of the lessor, until the debt is extinguished;

(5) an applicant whose total property value and, where applicable, that of the members of his household exceeds the maximum amount determined by by-law of the lessor, where applicable;

(6) an applicant registered as a full-time student in an educational institution; in this subparagraph, the expression “full-time” has the meaning given to it by sections 9 and 10 of the Act respecting financial assistance for education expenses (chapter A-13.3).

Subparagraph 6 of the first paragraph does not apply to an applicant

(1) who lives with a dependent child or who lives as though married with a person who lives with a dependent child;

(2) who is at least 20 weeks pregnant; or

(3) whose capacity for employment is severely limited within the meaning of the Individual and Family Assistance Act (chapter A-13.1.1) and who participates in a Social Assistance and Support Program or measure offered pursuant to that Act.

O.C. 1243-90, s. 16; O.C. 506-93, s. 7; O.C. 423-2011, s. 14; S.Q. 2019, c. 28, s. 117.

17. Where the demand for dwellings in low rental housing is not as high as the number of dwellings available, the lessor may, by by-law:

(1) *(paragraph revoked)*;

(2) reduce the age required to be allocated a Category A dwelling in accordance with section 3; or

(3) amend the classification of a dwelling.

O.C. 1243-90, s. 17; O.C. 506-93, s. 7; O.C. 423-2011, s. 15.

18. The lessor shall submit to the selection committee for its opinion any application for the lease of a dwelling in low rental housing that is entered in the register.

O.C. 1243-90, s. 18.

19. Within 60 days following entry of an application in the register and after receiving the opinion of the selection committee, the lessor shall inform the applicant of the decision to enter him or not to enter him on the list of eligible persons for the lease of dwelling and of his classification, if any.

Nevertheless, the lessor may defer examination of the eligibility of an application entered in the register until the time when he expects to allocate dwellings; where the lessor decides to do so, he must inform the applicant of that decision within the time limit indicated above.

O.C. 1243-90, s. 19.

20. Where the lessor refuses to enter the applicant on the list of eligible persons, the lessor must inform the applicant within the same time limit of the reasons for that decision and indicate to him that he may apply to the Administrative Housing Tribunal to have the decision reviewed.

O.C. 1243-90, s. 20.

21. A lessor shall enter on the list of eligible persons an applicant who is eligible, under the conditions prescribed by Division VI.

O.C. 1243-90, s. 21.

DIVISION V

CLASSIFICATION

22. Every eligible person is assigned a classification, first on the basis of the category and subcategory of dwelling to which the person is entitled, then on the basis of the evaluation of the priority of the person's application.

O.C. 1243-90, s. 22; O.C. 423-2011, s. 16.

23. Priority applications must be ranked as follows:

(1) a person whose lease is resiliated under article 1974.1 of the Civil Code or who is a victim of domestic violence as indicated in an attestation issued by a shelter for such persons, a police force or an institution of the health and social services network;

(2) an applicant whose dwelling is destroyed by a disaster or declared unfit for habitation by the municipality for more than 30 days, provided that an application is submitted to the lessor within 15 days following the occurrence;

(3) an applicant evicted as a consequence of the application of a program carried out under section 54, 73 or 79 of the Act respecting the Société d'habitation du Québec (chapter S-8) or as a consequence of an expropriation or a voluntary acquisition by a municipality or by an agency constituted as an agent of the municipality, provided that an application is submitted to the lessor within 6 months following the date of departure from the dwelling;

(4) *(paragraph revoked)*;

(5) an applicant who lives in a dwelling in low rental housing and whose health or safety or, where applicable, that of a member of his household, requires that he be relocated;

(6) *(paragraph revoked)*;

(7) an applicant who is the lessee of the housing cooperative or non-profit organization that receives benefits under the Rent Supplement Program;

(8) a lessee who is covered by article 1990 of the Civil Code or makes an application for relocation identified as priority applications by by-law of the lessor.

O.C. 1243-90, s. 23; O.C. 506-93, s. 8; O.C. 423-2011, s. 17.

23.1. The lessor must, by by-law, provide for a procedure to manage the applications referred to in section 23 and applications for relocation that are submitted and the eligibility criteria for relocation.

O.C. 423-2011, s. 18.

24. *(Revoked)*.

O.C. 1243-90, s. 24; O.C. 423-2011, s. 19.

25. *(Revoked)*.

O.C. 1243-90, s. 25; O.C. 423-2011, s. 19.

26. Where the same score is awarded to 2 or more applicants, precedence on the eligibility list is granted to the earliest application or, if applications were made at the same time, to the application of the household with the lowest income.

O.C. 1243-90, s. 26; O.C. 423-2011, s. 20.

27. The classification criteria and the number of points that may be awarded for each criterion are as follows:

(1) the applicant's income is below the income established in Schedule 1, 2 or 3 according to the type of household and the region concerned: respectively 6, 4 or 2 points;

(2) the age of the application for a lease: 2 points per year for a maximum of 6 points; and

(3) the number of minor children who are in the custody of the applicant at least 40% of the time: 1 point per child.

Despite subparagraph 1 of the first paragraph, a lessor may, by by-law, allocate 6 points to households consisting of only one person when that person

(1) is aged 65 or older and his or her income is equal to or less than the maximum amount that a person may receive as old age security pension and guaranteed income supplement under the Old Age Security Act (R.S.C. c. O-9); or

(2) has an income equal to the maximum amount that a person may receive under the Social Solidarity Program, as established in the Individual and Family Assistance Regulation (chapter A-13.1.1, r. 1).

A lessor may provide, by by-law, for the allocation of additional points when one or more of the following situations occur:

(1) the applicant is a handicapped person who, due to the person's motor disability, cannot enter his or her domicile or move around in it safely to perform daily activities;

(2) the dwelling occupied by the applicant is located in an environment that is prejudicial to the applicant;

(3) the applicant meets general criteria to ensure greater social harmony in the immovables managed by the lessor; or

(4) the applicant resides in the selection territory of the lessor, is a handicapped person having a motor disability likely to prevent the applicant from entering a dwelling or moving around in it and the immovable concerned includes category C dwellings only.

The total of the points allocated in the situations covered by the third paragraph may not exceed 5 points.

Schedules 1, 2 and 3 establish the maximum income at which a household, according to the household type and the region concerned, has to spend more than 60%, 40% or 30% of the household income to afford the median market rent. The income provided for in those Schedules is adjusted annually on the basis of the median market rents established for the purposes of the Canada-Québec Global Agreement on Social Housing. The Société informs the public annually of the indexation by a notice published in the *Gazette officielle du Québec*.

O.C. 1243-90, s. 27; O.C. 506-93, s. 9; O.C. 423-2011, s. 21.

28. Subject to the application of the Canada-Québec Global Agreement, where the lessor is a housing cooperative or a non-profit organization other than a municipal housing bureau, it may, by by-law, fix different classification criteria and award points for them that are different from what is provided for in section 27.

O.C. 1243-90, s. 28; O.C. 506-93, s. 10; O.C. 423-2011, s. 22.

29. *(Revoked).*

O.C. 1243-90, s. 29; O.C. 423-2011, s. 23.

30. *(Revoked).*

O.C. 1243-90, s. 30; O.C. 423-2011, s. 23.

31. *(Revoked).*

O.C. 1243-90, s. 31; O.C. 423-2011, s. 23.

32. *(Revoked).*

O.C. 1243-90, s. 32; O.C. 423-2011, s. 23.

33. *(Revoked).*

O.C. 1243-90, s. 33; O.C. 767-2006, s. 1; O.C. 423-2011, s. 23.

34. *(Revoked).*

O.C. 1243-90, s. 34; O.C. 423-2011, s. 23.

35. *(Revoked).*

O.C. 1243-90, s. 35; O.C. 506-93, s. 11; O.C. 423-2011, s. 23.

36. *(Revoked).*

O.C. 1243-90, s. 36; S.Q., 1992, c. 21, s. 375; O.C. 423-2011, s. 23.

37. *(Revoked).*

O.C. 1243-90, s. 37; O.C. 506-93, s. 12; O.C. 423-2011, s. 23.

38. *(Revoked).*

O.C. 1243-90, s. 38; O.C. 423-2011, s. 23.

39. *(Revoked).*

O.C. 1243-90, s. 39; O.C. 423-2011, s. 23.

40. *(Revoked).*

O.C. 1243-90, s. 40; O.C. 423-2011, s. 23.

DIVISION VI

LIST OF ELIGIBLE PERSONS

41. The lessor shall, for each register the lessor keeps under section 12, draw up a list of eligible persons by category and subcategory of dwelling by entering the names of the eligible persons, taking into account their classification.

Applications are ranked in decreasing order of the scores obtained in the evaluation and, if applicable, according to the priority that was granted to them by by-law of the lessor made under section 23.1.

Where applications obtained the same score, precedence is granted to the earliest application or, if applications were made at the same time, to the application of the household with the lowest income.

O.C. 1243-90, s. 41; O.C. 506-93, s. 13; O.C. 423-2011, s. 24.

42. Registration on the list of eligible persons shall be valid for one year. Despite the foregoing, the validity period of a first registration may be different if the lessor provides for a different period by by-law.

At least 30 days before the expiry of a registration, a lessor shall inform in writing the person in whose name the registration is made that it will be struck off the list of eligible persons unless, before the date fixed for expiry of the registration, he informs the lessor in writing that he still wishes to obtain a dwelling in low rental housing, indicating any change in the particulars furnished relating to his application.

The second paragraph does not apply where the examination of the eligibility of an application is deferred pursuant to the second paragraph of section 19.

O.C. 1243-90, s. 42; O.C. 506-93, s. 14; O.C. 423-2011, s. 25.

43. The list of eligible persons shall be updated periodically, as required, taking into account new eligible applications, names struck off, names re-entered and applications to which another classification has been assigned.

O.C. 1243-90, s. 43.

44. Any person entered on the list of eligible persons must inform the lessor in writing of any change in his situation or in that of his household that is of a nature so as to affect the eligibility or the classification of his application.

O.C. 1243-90, s. 44.

45. A lessor must allow consultation of the list of eligible persons in the lessor's office. For that purpose, the lessor must use a system concealing the identity of the persons entered on the list.

If the lessor has no office, the lessor must allow consultation of the list at the office of the lessor's secretary or other representative or by means of electronic dissemination.

O.C. 1243-90, s. 45; O.C. 423-2011, s. 26.

DIVISION VII

ALLOCATION OF DWELLINGS

46. A lessor shall allocate a vacant dwelling to an applicant in the order of priority determined on the list of eligible persons.

Nevertheless, the lessor may, by by-law, reserve a dwelling for a lessee-superintendent in a building comprising mainly category A or C dwellings.

O.C. 1243-90, s. 46.

47. A lessor shall inform an applicant who is entitled to a dwelling in low rental housing that a dwelling has been allocated to him.

O.C. 1243-90, s. 47; O.C. 423-2011, s. 27.

48. A time limit of 7 days is allowed an applicant to whom a dwelling is offered to declare his acceptance or refusal. Failure to reply within that time shall be considered to be a refusal.

O.C. 1243-90, s. 48.

DIVISION VIII

STRIKING OFF THE LIST AND RECLASSIFICATION

49. A lessor may, after receiving the opinion of the selection committee, strike off the list of eligible persons any person no longer meeting the conditions for eligibility or may reclassify a person whose changed situation would affect his classification.

O.C. 1243-90, s. 49.

50. A lessor shall strike off the list of eligible persons any person failing to send to the lessor the particulars mentioned in section 44 within the time limit granted to him.

O.C. 1243-90, s. 50.

51. A lessor shall strike off the list of eligible persons the name of an applicant refusing a dwelling offered to him.

Such striking off shall be valid for a period of one year from the date on which the applicant refused to lease a dwelling.

A lessor shall also strike off that list the name of an applicant to whom a dwelling is allocated and who refuses to take possession thereof.

Such striking off shall be valid for a period of not more than 3 years from the date on which the lease was signed.

O.C. 1243-90, s. 51; O.C. 506-93, s. 15; O.C. 423-2011, s. 28.

52. Notwithstanding section 51, an applicant refusing to lease a dwelling offered to him by the lessor shall keep his rank and classification on the list of eligible persons and his entitlement to lease such a dwelling in the following cases:

(1) an accident involving irresistible force prevents him from occupying a dwelling within 90 days from receipt of the notice;

(2) the applicant or a member of his household is a handicapped person, and the dwelling offered contains architectural barriers causing him difficulties of access or circulation;

(3) by reason of special circumstances, on submission of vouchers, accepting the dwelling would probably make the applicant's economic situation or psychological state much worse;

(4) the dwelling does not correspond to the applicant's preferences as stated in accordance with subparagraph 9 of the first paragraph of section 11.

O.C. 1243-90, s. 52; O.C. 423-2011, s. 29.

53. Any decision made under sections 49 to 51 must be accompanied by reasons and the interested party must be informed in writing. The lessor must also inform the party that he may, within 30 days from the sending of the decision, apply to the Administrative Housing Tribunal for a review of the decision to strike him off the list or of his having been entered in a category or subcategory of dwelling.

O.C. 1243-90, s. 53.

DIVISION IX

SELECTION COMMITTEE

54. A lessor shall form a selection committee consisting of not less than 3 members including:

(1) a representative of the lessor designated by a vote of the members of the board of directors or, in the case of the Société, a representative designated by the Société;

(2) a representative of the lessees elected by all the lessees of dwellings in low rental housing of the lessor. Failing election of a representative by them within 60 days of receipt of a notice of formation of the selection committee, the representative shall be designated by a vote of the members of the board of directors of the lessor. The representative designated by the board of directors remains in office until the lessees elect their representative among the lessees or, failing lessees, among the members of the socio-economic groups of the territory served by the lessor who are not members of its board of directors;

(3) a representative of the socio-economic groups designated by a vote of the members of the board of directors of the lessor among the members of the socio-economic groups of the territory served by the lessor.

Where the lessor is a housing cooperative, all members of the selection committee shall be elected by the general assembly.

Where a lessor administers 100 dwellings or fewer, the selection committee may, at the choice of the lessor, consist of not fewer than 3 members of the board of directors, including 1 representative of the lessees.

In a municipality of more than 50,000 inhabitants, the lessor may form a selection committee per selection territory.

O.C. 1243-90, s. 54; O.C. 506-93, s. 16; O.C. 423-2011, s. 30.

55. Members shall serve on the committee for a term not exceeding 3 years; that term is renewable.

O.C. 1243-90, s. 55.

56. The terms of reference of the committee are to offer its opinion to the lessor concerning the eligibility of the applicants and the classification of the eligible persons.

O.C. 1243-90, s. 56.

57. The opinions of the committee shall be expressed by majority vote.

O.C. 1243-90, s. 57.

58. Members of the committee shall give an undertaking in writing to perform their duties honestly and impartially and not to reveal to anyone except to the lessor the contents of the committee's deliberations.

O.C. 1243-90, s. 58.

59. Any vacancy occurring on the committee shall be filled using the method of designation prescribed for the member to be replaced.

O.C. 1243-90, s. 59.

60. This By-law does not apply to dwellings located north of the 55th parallel and serving the Inuit community.

O.C. 1243-90, s. 60.

61. This By-law replaces the By-law respecting occupancy standards of dwellings in low rental housing (O.C. 735-89, 89-05-17).

O.C. 1243-90, s. 61.

62. *(Omitted).*

O.C. 1243-90, s. 62.

63. The Société must, no later than 1 September 2016, report to the Minister on the implementation of these amendments to the By-law respecting the allocation of dwellings in low rental housing (chapter S-8, r. 1) and on the advisability of amending it.

O.C. 423-2011, s. 31.

SCHEDULE 1

(s. 27, 5th par.)

MAXIMUM ADMISSIBLE INCOME FOR A SCORE OF 6

Revenu maximal admissible pour un pointage de 6 ANNEXE 1 Année 2022 (Article 27, al.4)								
Tableau	RÉGION	PRBI Couple ou 1 personne	PRBI 2-3 personnes (sauf couple)	PRBI 4-5 personnes	PRBI 6-7 personnes	PRBI 8-9 personnes	PRBI 10-11 personnes	PRBI 12 personnes et plus
Région 01 - Bas-Saint-Laurent								
7	AR Matane et Rivière-du-Loup	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
8	AR Rimouski	13 000 \$	16 000 \$	18 500 \$	21 500 \$	23 500 \$	24 500 \$	25 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean								
5	RMR de Saguenay	11 500 \$	15 500 \$	17 000 \$	19 000 \$	20 500 \$	21 000 \$	22 000 \$
7	AR Alma et Dolbeau-Mistassini Municipalités Roberval et Saint-Félicien	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 03 - Capitale-Nationale								
2	RMR de Québec	16 000 \$	19 000 \$	22 000 \$	27 500 \$	30 000 \$	31 500 \$	32 500 \$
7	Municipalité Saint-Raymond	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 04 - Mauricie								
6	RMR de Trois-Rivières (partie)	12 000 \$	14 500 \$	16 000 \$	19 500 \$	21 000 \$	22 000 \$	22 500 \$
7	AR Shawinigan Municipalité La Tuque	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 05 - Estrie								
4	RMR de Sherbrooke	13 000 \$	16 000 \$	20 000 \$	26 500 \$	28 500 \$	30 000 \$	31 000 \$
7	AR Cowansville et Granby (partie)	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 06 - Montréal								
1	RMR de Montréal	17 000 \$	18 500 \$	23 500 \$	29 000 \$	32 000 \$	33 000 \$	34 000 \$
Région 07 - Outaouais								
3	RMR de Gatineau	18 000 \$	22 000 \$	23 000 \$	26 500 \$	29 000 \$	30 000 \$	31 000 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 08 - Abitibi-Témiscamingue								
7	Municipalité Amos	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
8	AR Rouyn-Noranda et Val-d'Or	13 000 \$	16 000 \$	18 500 \$	21 500 \$	23 500 \$	24 500 \$	25 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 09 - Côte-Nord								
8	AR Baie-Comeau et Sept-Îles	13 000 \$	16 000 \$	18 500 \$	21 500 \$	23 500 \$	24 500 \$	25 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 10 - Nord-du-Québec								
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
Région 11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine								
7	Municipalités Les Îles-de-la-Madeleine et Pointe-à-la-Croix	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
8	Municipalité Gaspé	13 000 \$	16 000 \$	18 500 \$	21 500 \$	23 500 \$	24 500 \$	25 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 12 - Chaudière-Appalaches								
2	RMR de Québec (partie)	16 000 \$	19 000 \$	22 000 \$	27 500 \$	30 000 \$	31 500 \$	32 500 \$
7	AR Saint-Georges, Sainte-Marie et Thetford Mines Municipalité Montmagny	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 13 - Laval								
1	RMR de Montréal (partie)	17 000 \$	18 500 \$	23 500 \$	29 000 \$	32 000 \$	33 000 \$	34 000 \$
Région 14 et 15 - Lanaudière et Laurentides								
1	RMR de Montréal (partie)	17 000 \$	18 500 \$	23 500 \$	29 000 \$	32 000 \$	33 000 \$	34 000 \$
9	RA 14 et 15	15 000 \$	18 500 \$	22 000 \$	28 500 \$	30 500 \$	32 000 \$	32 500 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 16 - Montérégie								
1	RMR de Montréal (partie)	17 000 \$	18 500 \$	23 500 \$	29 000 \$	32 000 \$	33 000 \$	34 000 \$
7	AR Granby (partie), Salaberry-de-Valleyfield et Sorel-Tracy Municipalité Marieville	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
8	AR Saint-Hyacinthe	13 000 \$	16 000 \$	18 500 \$	21 500 \$	23 500 \$	24 500 \$	25 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$
Région 17 - Centre-du-Québec								
6	RMR de Trois-Rivières (partie)	12 000 \$	14 500 \$	16 000 \$	19 500 \$	21 000 \$	22 000 \$	22 500 \$
7	AR Drummondville et Victoriaville	12 500 \$	15 500 \$	17 500 \$	24 000 \$	26 000 \$	26 500 \$	27 500 \$
10	Municipalités rurales	11 000 \$	14 000 \$	15 500 \$	17 000 \$	18 000 \$	19 000 \$	19 000 \$
11	Municipalités hors-marché	26 500 \$	31 500 \$	36 000 \$	39 000 \$	41 000 \$	42 000 \$	42 500 \$



La version anglaise des annexes est disponible sur demande auprès de la Société d'habitation du Québec.

O.C. 1243-90, Sch. I; O.C. 423-2011, s. 32.

SCHEDULE 2

(s. 27, 5th par.)

MAXIMUM ADMISSIBLE INCOME FOR A SCORE OF 4

Revenu maximal admissible pour un pointage de 4 ANNEXE 2 Année 2022 (Article 27,a.4)								
Tableau	RÉGION	PRBI Couple ou 1 personne	PRBI 2-3 personnes (sauf couple)	PRBI 4-5 personnes	PRBI 6-7 personnes	PRBI 8-9 personnes	PRBI 10-11 personnes	PRBI 12 personnes et plus
Région 01 - Bas-Saint-Laurent								
7	AR Matane et Rivière-du-Loup	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
8	AR Rimouski	19 500 \$	24 000 \$	27 500 \$	32 000 \$	35 000 \$	36 500 \$	38 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean								
5	RMR de Saguenay	17 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	28 000 \$	30 500 \$	31 500 \$	32 500 \$
7	AR Alma et Dolbeau-Mistassini Municipalités Roberval et Saint-Félicien	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 03 - Capitale-Nationale								
2	RMR de Québec	24 000 \$	28 500 \$	33 000 \$	41 500 \$	45 000 \$	47 000 \$	48 500 \$
7	Municipalité Saint-Raymond	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 04 - Mauricie								
6	RMR de Trois-Rivières (partie)	18 000 \$	22 000 \$	24 000 \$	29 000 \$	31 500 \$	33 000 \$	34 000 \$
7	AR Shawinigan Municipalité La Tuque	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 05 - Estrie								
4	RMR de Sherbrooke	19 500 \$	24 000 \$	30 000 \$	39 500 \$	43 000 \$	45 000 \$	46 000 \$
7	AR Cowansville et Granby (partie)	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 06 - Montréal								
1	RMR de Montréal	25 500 \$	28 000 \$	35 000 \$	43 500 \$	47 500 \$	49 500 \$	50 500 \$
Région 07 - Outaouais								
3	RMR de Gatineau	27 000 \$	33 000 \$	34 500 \$	39 500 \$	43 000 \$	45 000 \$	46 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 08 - Abitibi-Témiscamingue								
7	Municipalité Amos	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
8	AR Rouyn-Noranda et Val-d'Or	19 500 \$	24 000 \$	27 500 \$	32 000 \$	35 000 \$	36 500 \$	38 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 09 - Côte-Nord								
8	AR Baie-Comeau et Sept-Îles	19 500 \$	24 000 \$	27 500 \$	32 000 \$	35 000 \$	36 500 \$	38 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 10 - Nord-du-Québec								
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
Région 11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine								
7	Municipalités Les Îles-de-la-Madeleine et Pointe-à-la-Croix	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
8	Municipalité Gaspé	19 500 \$	24 000 \$	27 500 \$	32 000 \$	35 000 \$	36 500 \$	38 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 12 - Chaudière-Appalaches								
2	RMR de Québec (partie)	24 000 \$	28 500 \$	33 000 \$	41 500 \$	45 000 \$	47 000 \$	48 500 \$
7	AR Saint-Georges, Sainte-Marie et Thetford Mines Municipalité Montmagny	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 13 - Laval								
1	RMR de Montréal (partie)	25 500 \$	28 000 \$	35 000 \$	43 500 \$	47 500 \$	49 500 \$	50 500 \$
Région 14 et 15 - Lanaudière et Laurentides								
1	RMR de Montréal (partie)	25 500 \$	28 000 \$	35 000 \$	43 500 \$	47 500 \$	49 500 \$	50 500 \$
9	RA 14 et 15	22 500 \$	27 500 \$	33 000 \$	42 500 \$	46 000 \$	48 000 \$	48 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 16 - Montérégie								
1	RMR de Montréal (partie)	25 500 \$	28 000 \$	35 000 \$	43 500 \$	47 500 \$	49 500 \$	50 500 \$
7	AR Granby (partie), Salaberry-de-Valleyfield et Sorel-Tracy Municipalité Marieville	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
8	AR Saint-Hyacinthe	19 500 \$	24 000 \$	27 500 \$	32 000 \$	35 000 \$	36 500 \$	38 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$
Région 17 - Centre-du-Québec								
6	RMR de Trois-Rivières (partie)	18 000 \$	22 000 \$	24 000 \$	29 000 \$	31 500 \$	33 000 \$	34 000 \$
7	AR Drummondville et Victoriaville	18 500 \$	23 000 \$	26 000 \$	35 500 \$	38 500 \$	40 000 \$	41 000 \$
10	Municipalités rurales	16 500 \$	21 000 \$	23 500 \$	25 500 \$	27 000 \$	28 000 \$	28 500 \$
11	Municipalités hors-marché	39 500 \$	47 000 \$	53 500 \$	58 000 \$	61 000 \$	62 500 \$	64 000 \$



La version anglaise des annexes est disponible sur demande auprès de la Société d'habitation du Québec.

O.C. 1243-90, Sch. II; O.C. 506-93, s. 17; O.C. 423-2011, s. 32.

SCHEDULE 3

(s. 27, 5th par.)

MAXIMUM ADMISSIBLE INCOME FOR A SCORE OF 2

Revenu maximal admissible pour un pointage de 2 ANNEXE 3 Année 2022 (Article 27, al.4)									
Tableau	RÉGION	PRBI Couple ou 1 personne	PRBI 2-3 personnes (sauf couple)	PRBI 4-5 personnes	PRBI 6-7 personnes	PRBI 8-9 personnes	PRBI 10-11 personnes	PRBI 12 personnes et plus	
Région 01 - Bas-Saint-Laurent									
7	AR Matane et Rivière-du-Loup	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$	
8	AR Rimouski	26 000 \$	32 000 \$	37 000 \$	42 500 \$	47 000 \$	49 000 \$	50 500 \$	
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$	
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$	
Région 02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean									
5	RMR de Saguenay	23 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	37 500 \$	40 500 \$	42 000 \$	43 500 \$	
7	AR Alma et Dolbeau-Mistassini Municipalités Roberval et Saint-Félicien	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$	
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$	
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$	
Région 03 - Capitale-Nationale									
2	RMR de Québec	32 000 \$	38 000 \$	44 000 \$	55 000 \$	60 000 \$	62 500 \$	64 500 \$	
7	Municipalité Saint-Raymond	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$	
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$	
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$	
Région 04 - Mauricie									
6	RMR de Trois-Rivières (partie)	23 500 \$	29 000 \$	32 000 \$	39 000 \$	42 000 \$	44 000 \$	45 000 \$	
7	AR Shawinigan Municipalité La Tuque	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$	
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$	
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$	
Région 05 - Estrie									
4	RMR de Sherbrooke	25 500 \$	31 500 \$	40 000 \$	52 500 \$	57 000 \$	59 500 \$	61 500 \$	
7	AR Cowansville et Granby (partie)	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$	
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$	
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$	
Région 06 - Montréal									
1	RMR de Montréal	33 500 \$	37 000 \$	46 500 \$	58 000 \$	63 500 \$	66 000 \$	67 500 \$	
Région 07 - Outaouais									
3	RMR de Gatineau	35 500 \$	44 000 \$	45 500 \$	53 000 \$	57 500 \$	59 500 \$	61 500 \$	
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$	
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$	
Région 08 - Abitibi-Témiscamingue									
7	Municipalité Amos	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$	
8	AR Rouyn-Noranda et Val-d'Or	26 000 \$	32 000 \$	37 000 \$	42 500 \$	47 000 \$	49 000 \$	50 500 \$	
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$	
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$	
Région 09 - Côte-Nord									
8	AR Baie-Comeau et Sept-Îles	26 000 \$	32 000 \$	37 000 \$	42 500 \$	47 000 \$	49 000 \$	50 500 \$	
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$	
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$	
Région 10 - Nord-du-Québec									
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$	
Région 11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine									
7	Municipalités Les Îles-de-la-Madeleine et Pointe-à-la-Croix	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$	
8	Municipalité Gaspé	26 000 \$	32 000 \$	37 000 \$	42 500 \$	47 000 \$	49 000 \$	50 500 \$	
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$	
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$	
Région 12 - Chaudière-Appalaches									
2	RMR de Québec (partie)	32 000 \$	38 000 \$	44 000 \$	55 000 \$	60 000 \$	62 500 \$	64 500 \$	
7	AR Saint-Georges, Sainte-Marie et Thetford Mines Municipalité Montmagny	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$	
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$	
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$	
Région 13 - Laval									
1	RMR de Montréal (partie)	33 500 \$	37 000 \$	46 500 \$	58 000 \$	63 500 \$	66 000 \$	67 500 \$	
Région 14 et 15 - Lanaudière et Laurentides									
1	RMR de Montréal (partie)	33 500 \$	37 000 \$	46 500 \$	58 000 \$	63 500 \$	66 000 \$	67 500 \$	
9	RA 14 et 15	30 000 \$	36 500 \$	44 000 \$	57 000 \$	61 000 \$	63 500 \$	65 000 \$	
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$	
Région 16 - Montérégie									
1	RMR de Montréal (partie)	33 500 \$	37 000 \$	46 500 \$	58 000 \$	63 500 \$	66 000 \$	67 500 \$	
7	AR Granby (partie), Salaberry-de-Valleyfield et Sorel-Tracy Municipalité Marieville	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$	
8	AR Saint-Hyacinthe	26 000 \$	32 000 \$	37 000 \$	42 500 \$	47 000 \$	49 000 \$	50 500 \$	
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$	
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$	
Région 17 - Centre-du-Québec									
6	RMR de Trois-Rivières (partie)	23 500 \$	29 000 \$	32 000 \$	39 000 \$	42 000 \$	44 000 \$	45 000 \$	
7	AR Drummondville et Victoriaville	24 500 \$	31 000 \$	34 500 \$	47 500 \$	51 500 \$	53 000 \$	54 500 \$	
10	Municipalités rurales	22 000 \$	28 000 \$	31 000 \$	34 000 \$	36 000 \$	37 500 \$	38 000 \$	
11	Municipalités hors-marché	53 000 \$	62 500 \$	71 500 \$	77 500 \$	81 500 \$	83 500 \$	85 000 \$	



La version anglaise des annexes est disponible sur demande auprès de la Société d'habitation du Québec.

O.C. 1243-90, Sch. III; O.C. 423-2011, s. 32.

SCHEDULE 4

(Replaced)

O.C. 1243-90, Sch. IV; O.C. 423-2011, s. 32.

SCHEDULE 5

(Replaced)

O.C. 1243-90, Sch. V; O.C. 423-2011, s. 32.

TRANSITIONAL

2011

(O.C. 423-2011)Section 33. For a period of 1 year as of 1 September 2011, the By-law respecting the allocation of dwellings in low rental housing, as it existed on the day preceding 1 September 2011, continues to apply to applications entered on the list of eligible persons on that date. Only priority applications according to section 23, as amended by Order in Council 423-2011, may have precedence over an application entered on the list of eligible persons on the day preceding 1 September 2011. At the end of that period, the applications will be reclassified using the classification criteria in the By-law respecting the allocation of dwellings in low rental housing, as amended by Order in Council 423-2011.

UPDATES

O.C. 1243-90, 1990 G.O. 2, 2433

O.C. 506-93, 1993 G.O. 2, 2429

O.C. 767-2006, 2006 G.O. 2, 2991

O.C. 423-2011, 2011 G.O. 2, 1037

S.Q. 2019, c. 28, s. 117

S.Q. 2019, c. 28, s. 158

chapter S-8, r. 3

By-law respecting the conditions for the leasing of dwellings in low-rental housing

Act respecting the Société d'habitation du Québec
(chapter S-8, s. 86, 1st par., subpar. g and 2nd par.).



The amounts prescribed in the Regulation have been indexed pursuant to the notice published in Part 1 (French) of the Gazette officielle du Québec of 5 March 2022, page 160. (ss. 6, 10, 11, 12, Sch. 1) (Effect from 1 March 2022)

TABLE OF CONTENTS

SCHEDULE 1

1. In this By-law, unless the context indicates otherwise,

“dwelling” means low-rental housing within the meaning of the Civil Code; (*logement*)

“household” means one or several persons occupying a dwelling; (*ménage*)

“independent person” means a person of full age or an emancipated minor living with occupant 1; (*personne indépendante*)

“occupant 1” means the person who is the regular provider for the needs of the household or, in the case of an existing lease, the person identified as occupant 1; (*occupant 1*)

“occupant 2” means the independent person with the highest annual income, established in accordance with sections 3 and 4. (*occupant 2*)

O.C. 523-2001, s. 1; O.C. 729-2020, s. 1.

2. For the purposes of this By-law, the following are not considered income:

(1) the amount received as solidarity credit paid under the Taxation Act (chapter I-3);

(2) amounts paid to a foster family or foster home within the meaning of section 312 of the Act respecting health services and social services (chapter S-4.2) to take charge of a child or an adult, and amounts paid to such foster family under the Regulation respecting financial assistance to facilitate the adoption of a child (chapter P-34.1, r. 4);

(3) the Canada child benefit paid under the Income Tax Act (R.S.C. 1985, c. 1 (5th Suppl.));

(4) the payment of child support paid under the Taxation Act;

(5) amounts received as child support for the maintenance of a child, up to a maximum amount of \$350 per month per child;

(6) an orphan's pension and a pension for a disabled contributor's child paid under the Act respecting the Québec Pension Plan (chapter R-9);

(7) social assistance benefits paid under sections 74 to 78 and 204 of the Individual and Family Assistance Regulation (chapter A-13.1.1, r. 1) for every dependent child of full age attending an educational institution;

(8) amounts that a dependent child within the meaning of the Individual and Family Assistance Act (chapter A-13.1.1) earns incidentally while a student, and loans and scholarships paid to him as a student;

(9) amounts paid under a program of the Ministère de la Santé et des Services sociaux for home care and assistance services;

(10) special benefits paid pursuant to sections 81 to 110 of the Individual and Family Assistance Regulation;

(11) supplementary expenses paid by the Minister of Employment and Social Solidarity within the scope of terms and conditions for the application of the active measures of the Minister, financed by the labour market development fund;

(12) the work premium granted under the Taxation Act and the Canada Workers Benefit granted under the Income Tax Act;

(13) employment-assistance allowances paid during a calendar year to a person participating to Minister of Employment and Social Solidarity active employment measures, up to a maximum amount of \$1,560 per person.

O.C. 523-2001, s. 2; O.C. 729-2020, s. 2.

3. The income considered for the purposes of this By-law are the sums earned during the year preceding the date of the beginning of the lease by each person making up the household.

O.C. 523-2001, s. 3.

4. The following sums shall be deducted from the income taken into consideration for the purposes of section 3 for each person making up the household:

(1) the amount paid by that person as support under an order or judgment of a competent court;

(2) the cost of hospitalization or shelter in a child and youth protection centre, a residential and long-term care centre and rehabilitation centre referred to in section 79 of the Act respecting health services and social services (chapter S-4.2) paid by that person, except the fees related to the occupancy of a private or semi-private room;

(3) the operating expenses incurred by that person to earn income on property or income from self-employment or the operation of a business excluding any amount related to a deduction for depreciation or a capital cost allowance.

The amount referred to in subparagraph 3 may only be deducted from the person's operating income.

O.C. 523-2001, s. 4.

5. The rent for a dwelling is determined according to the number of persons making up the household, their respective incomes and the services and equipment provided.

That rent shall be equal to the amount of the basic rent determined in accordance with section 6 or 8, as the case may be, and, where applicable, to the contributions established in section 10 and the indexation provided for in sections 11, 12 and 13.

The rent to be paid shall be rounded off to the nearest dollar.

O.C. 523-2001, s. 5.

6. Basic rent shall correspond to 25% of the total monthly income of both occupants 1 and 2 less an amount corresponding to 2% of the amount of their annual work income established by taking into account the reduction provided for in paragraph 2 of section 7, without exceeding \$30.

However, a lower basic rent may be established where one of the occupants declares work income, employment-assistance allowances or both and does not receive benefits paid under the Old Age Security Act (R.S.C. 1985, c. O-9). The basic rent shall then be the lesser of the following amounts:

(1) the monthly basic rent stipulated in the lease for the preceding year, increased by \$50;

(2) as the case may be, \$569 for occupant 1 or \$634 for occupants 1 and 2.

Notwithstanding subparagraph 2 of the second paragraph, the amount of the basic monthly rent may not be less than the basic monthly rent stipulated in the lease for the preceding year. In addition, subparagraph 1 of the second paragraph shall only apply if occupant 1 was a party to the lease of the preceding year.

The rules related to the calculation of a lower basic rent provided for in the second and third paragraphs shall apply only upon the request of occupant 1 and only if they allow for a reduction in the basic rent that would otherwise have to be paid. Such request, if accepted, may only be made once by the same person in which case, the rent of the dwelling occupied by that person shall be calculated by taking those rules into consideration but only for 3 consecutive lease periods calculated from the date on which the request took effect. Notwithstanding the foregoing, in the case of a new lessee whose first lease is less than 12 months, the rules related to the calculation of a lower basic rent shall then apply for 4 consecutive lease periods calculated from the date on which the application took effect.

If occupant 2 is a child of occupant 1 or of his spouse, the monthly income of that occupant considered to determine the rent may not exceed \$376 if that child is aged 18 to 20 years, or \$747 if aged 21 to 24 years.

The amounts referred to in subparagraph 2 of the second paragraph and in the fifth paragraph shall be indexed annually on 1 March in accordance with the Consumer Price Index for rental dwellings as determined for the preceding month of December by Statistics Canada for Ville de Montréal. The indexed amounts shall be rounded off to the nearest dollar. The Société d'habitation du Québec shall inform the public of the annual indexation by a notice published in the *Gazette officielle du Québec* or by such other means as it may consider appropriate.

O.C. 523-2001, s. 6; O.C. 729-2020, s. 3.

7. The monthly income of occupants 1 and 2 shall be determined by

- (1) adding their annual income in accordance with sections 3 and 4;
- (2) where applicable, subtracting an amount corresponding to 10% of their annual work income;
- (3) dividing the result by 12.

O.C. 523-2001, s. 7.

8. Notwithstanding section 6, basic rent may not be less than the minimum basic rent appearing in Schedule 1, which is established according to the household situation. That minimum rent is determined, at the time the lease is entered into or renewed, according to the composition of the household, according to whether or not the persons making up that household receive social assistance or social solidarity benefits under the Individual and Family Assistance Act (chapter A-13.1.1) and, in the case where occupant 1 or, as the case may be, both occupants 1 and 2 receive such benefits, according to whether or not they have a limited capacity for employment within the meaning of that Act.

For the purposes of Schedule I, a child of full age who is a student and is a dependent child within the meaning of the Individual and Family Assistance Act is considered a child for the purposes of the composition of the household.

The minimum basic rents provided for in Schedule 1 shall be indexed annually on 1 March by an amount corresponding to 25% of the total amount of increase, for the preceding calendar year, in the social assistance or social solidarity benefits paid under the Individual and Family Assistance Act according to the household situation. The same applies to minimum rents applicable where at least one occupant does not receive benefits under that Act; in such a case, the indexation shall correspond to 25% of the total increase in the basic social assistance or social solidarity benefit provided for, according to the household situation, by the Individual and Family Assistance Act. The indexed rents shall be rounded off to the nearest quarter of a dollar. The Société d'habitation du Québec shall inform the public of the annual indexation by a notice published in the *Gazette officielle du Québec* or by such other means as it may consider appropriate.

O.C. 523-2001, s. 8.

9. Basic rent determined in accordance with section 6 or 8, as the case may be, shall include the costs for heating and hot water as well as municipal and school taxes.

It shall also include the provision of a stove or refrigerator in the case of a lease in effect on 31 December 1984, or in the case of a lease in effect after that date if the space in the dwelling is too small to install a stove and refrigerator 765-mm in width each.

In addition to the costs provided for in the first paragraph, the basic rent for a room in a rooming house where at least four rooms are rented or for rent shall also include the cost of electricity.

O.C. 523-2001, s. 9.

10. The contribution provided for in section 5 shall correspond, for each independent person other than the person identified as occupant 2, to 25% of the monthly income of each of those persons, up to a maximum amount of \$94.50 per person.

That amount shall be indexed annually on 1 March in accordance with the Consumer Price Index for rental dwellings as determined for the preceding month of December by Statistics Canada for Ville de Montréal. The indexed amount shall be rounded off to the nearest quarter of a dollar. The Société shall inform the public of the annual indexation by a notice published in the *Gazette officielle du Québec* or by such other means as it may consider appropriate.

The monthly income of each independent person referred to in the first paragraph shall be determined by dividing by 12 the annual income established in accordance with sections 3 and 4.

O.C. 523-2001, s. 10.

11. The indexation referred to in section 5 that is added to the basic rent is, as the case may be:

(1) for electricity, excluding heating and hot water, \$34.75 for a bachelor apartment, \$39.40 for a one-bedroom dwelling and \$4.65 for each additional bedroom;

(2) \$5 for each air conditioner installed in the dwelling;

(3) \$5 if the lessee has the use of an outdoor parking space without an electrical outlet;

(4) \$10 if the lessee has the use of an outdoor parking space with an electrical outlet;

(5) \$20 if the lessee has the use of a garage or an indoor parking space; and

(6) for any additional parking space provided to the lessee, \$20 for an outdoor parking space, \$30 for a parking space with an electrical outlet and \$50 for a garage or indoor parking space.

The amounts provided for in subparagraph 1 of the first paragraph shall be indexed annually on 1 March, according to the Hydro-Québec indexation rate applied in the preceding year for the supply of electricity to residences. Those indexed amounts shall be rounded off to the nearest twentieth of a dollar. The Société shall inform the public of the annual indexation by a notice published in the *Gazette officielle du Québec* or by such other means as it may consider appropriate.

O.C. 523-2001, s. 11.

12. The basic rent of a dwelling referred to by the Rent Supplement Program shall be reduced

(1) by an amount equal to 1/12th of the total cost of the water and domestic garbage collection taxes payable for the fiscal year preceding the beginning date of the lease, where those taxes are not included in the rent;

(2) by \$58.90 for a bachelor apartment and for a 1-bedroom dwelling unit, by \$64.05 for a 2-bedroom dwelling unit, by \$69.45 for a 3-bedroom dwelling unit and by \$85.60 for a dwelling unit with more than 3 bedrooms, where heating is not included in the rent;

(3) by \$12.05 for a bachelor apartment and for a 1-bedroom dwelling unit, by \$13.25 for a 2-bedroom dwelling unit, by \$14.50 for a 3-bedroom dwelling unit and by \$16.10 for a dwelling unit with more than 3 bedrooms, where hot water is not included in the rent.

The amounts prescribed in subparagraphs 2 and 3 shall be indexed annually on 1 March, according to the Hydro-Québec indexation rate applied in the preceding year for the supply of electricity to residences. Those indexed amounts shall be rounded to the nearest twentieth of a dollar. The Société shall inform the public of the annual indexation by a notice published in the *Gazette officielle du Québec* or by such other means as it may consider appropriate.

O.C. 523-2001, s. 12.

13. For each stove or refrigerator that the lessor fails to provide to a lessee in accordance with the second paragraph of section 9, an amount of \$1.50 per appliance shall be subtracted from the basic rent.

O.C. 523-2001, s. 13.

14. The term of a lease shall be 12 months.

Notwithstanding the foregoing, a lease entered into during the year with a new lessee or a lessee referred to in article 1990 of the Civil Code may be:

(1) for a term of less than 12 months, if the income considered to determine the rent applicable to that lease and the income that could be considered for its renewal do not refer to the same calendar year;

(2) for a term of more than 12 months, without exceeding 23 months, if the income considered for that lease and the income considered for its renewal refer to the same calendar year.

O.C. 523-2001, s. 14.

15. The cost for the use of a washing machine or a clothes dryer by lessees of a dwelling other than a dwelling subsidized by the Société d'habitation du Québec under the Rent Supplement Program is \$0.75 per use.

O.C. 523-2001, s. 15.

16. Where a subsidized dwelling belongs to a cooperative, a lessee who is not a member of the cooperative shall be responsible for any resulting fees. However, those fees may not exceed 10% of the rent calculated in accordance with section 5, without taking into consideration the adjustments provided for in section 12.

O.C. 523-2001, s. 16.

17. A lessee to whom a low-rental dwelling is allocated and who is required to pay rent for a private or public dwelling shall be exempt from paying rent for the low-rental dwelling until the resiliation provided for in article 1974 or 1995 of the Civil Code, as the case may be, takes effect. However, that exemption may not exceed 3 months.

O.C. 523-2001, s. 17.

18. Where a lease is entered into or renewed, the lessee shall provide the lessor with the names of the persons living with the lessee, and with the proof required to determine the rent applicable. The information shall be provided within one month of the lessor's request.

At all times, the lessee is bound to inform the lessor, within one month, of the arrival of a new occupant.

Should a new occupant arrive between the date on which the information referred to in the first paragraph was received and the date on which the lease was entered into or renewed, as the case may be, any new occupant shall be considered in determining the rent provided for in section 5.

O.C. 523-2001, s. 18.

19. Upon renewal of a lease, if there has been no change in the composition of the household which was considered to determine the rent applicable to the preceding lease, the lessor may, ex officio, so as to determine the rent applicable to the renewal, index the income appearing in the preceding lease by an amount equal to the actual indexation of benefits carried out the preceding year by the competent authorities. Such automatic indexation may be used for a period not exceeding 3 consecutive years and for a lessee or occupant, as the case may be:

(1) who only receives the old age security pension and maximum monthly guaranteed income supplement;

(2) who is a beneficiary under the Individual and Family Assistance Act (chapter A-13.1.1) and who receives, as the case may be, a temporarily limited capacity for employment allowance, where that allowance is paid to a person who is 58 years of age or older, or a social solidarity benefit owing to a severely limited capacity for employment;

(3) who receives a retirement pension or a surviving spouse's pension under the Act respecting the Québec Pension Plan (chapter R-9) and is at least 65 years of age.

In such cases, the provisions of the first paragraph of section 18 do not apply, unless expressly requested by the lessor. However, a lessee or an occupant referred to in subparagraph 1, 2 or 3 of the first paragraph who, throughout the year, benefits from a new source of income or from a change in the allowance received under the Individual and Family Assistance Act is bound to inform the lessor within one month of such a change.

O.C. 523-2001, s. 19; O.C. 729-2020, s. 4.

20. The rent payable by a lessee who applies for a rent reduction because of a decrease in income or a change in the composition of the household shall be determined on the basis of the presumed income of all the occupants for the period for which the reduction is granted.

In all cases, basic rent may not be less than the minimum basic rent determined in accordance with the provisions of section 8, which is based on the presumed household situation for the period for which the reduction is granted.

An application for a rent reduction shall be accompanied with all the necessary supporting documents.

No application for a monthly rent reduction of less than \$10.00 may be granted.

The lessor shall inform the lessee of his decision within 30 days of the date on which the application and the supporting documents were filed.

O.C. 523-2001, s. 20.

21. The rent calculated in accordance with section 20 has effect from the month following the month in which the application was filed and remains in force for a period determined by the lessor, which may be from 1 to 6 months without exceeding the renewal date of the lease.

Upon the expiry of that period, the former rent shall be re-established unless the lessee demonstrates that he may benefit from an extension of the reduction for another period.

Where the decrease in income is permanent, the rent reduction shall, notwithstanding the first paragraph, be granted for the remainder of the lease.

O.C. 523-2001, s. 21.

22. Notwithstanding section 6, on the date on which the immovable in which the lessee lives is acquired by the lessor, the rent shall be increased by 1% for the first renewal of the lease and by 2% for each subsequent renewal, up to 25% if the dwelling becomes low-rental housing.

O.C. 523-2001, s. 22.

23. This By-law does not apply to dwellings for the Inuit that belong to the Société and are located north of the 55th parallel.

O.C. 523-2001, s. 23.

24. This Regulation replaces the Regulation respecting the conditions for the leasing of dwellings in low-rental housing (O.C. 251-92, 92-02-26) and revokes the Regulation respecting the conditions for the leasing of dwellings in low-rental housing (O.C. 159-90, 90-02-14).

O.C. 523-2001, s. 24.

25. This By-law comes into force on 21 August 2001. It shall apply to any lease entered into or renewed from that date.

Notwithstanding the foregoing, for a lease in effect on 21 August 2001, for which the basic rent was calculated by considering the income earned by a child of occupant 1 or of his spouse who is aged between 18 and 20 years, section 8 of this By-law does not apply upon renewal of the lease and, where applicable, at subsequent renewals until that child has reached the age of 21, if:

(1) there has been no change in the composition of the household that was considered for the purposes of the preceding lease;

(2) that child continues to be occupant 2 for the purposes of determining the basic rent applicable to the renewed lease;

(3) the application of section 8 of this By-law entails for the household an increase in the minimum basic rent as determined under section 2 of the By-law respecting the conditions for the leasing of dwellings in low-rental housing (O.C. 251-92, 92-02-26).

In such case, the minimum basic rent applicable to the renewed lease is that determined pursuant to section 2 above.

O.C. 523-2001, s. 25; O.C. 729-2020, s. 5.

SCHEDULE 1

MINIMUM BASIC RENT

According to the composition of the household and whether occupant 1 or occupants 1 and 2 receive social assistance or social solidarity benefits under the Individual and Family Assistance Act (chapter A-13.1.1) (*Basic rent indexed*)

FOR OCCUPANT OR OCCUPANTS WHO ARE RECIPIENTS UNDER THE SOCIAL ASSISTANCE PROGRAM OR THE SOCIAL SOLIDARITY PROGRAM			
WITHOUT CHILDREN			
Number of occupants		Minimum rent	
1 adult		\$177	
2 adults or more		\$268	
WITH CHILDREN			
Occupant 1 and occupant 2, where applicable, without a limited capacity for employment			
Number of adults	1 child	2 children or more	
1 adult	\$238.25	\$268.50	
2 adults or more	\$298.25	\$322.25	
Occupant 1 and occupant 2, where applicable, with a temporarily limited capacity for employment			
Number of adults	1 child	2 children or more	
1 adult	\$273.25	\$303.50	
2 adults or more	\$358.75	\$382.75	
One occupant without a limited capacity for employment, one with a temporarily limited capacity for employment			
Number of adults	1 child	2 children or more	
2 adults or more	\$330.25	\$354.25	
One occupant with a severely limited capacity for employment			
Number of adults	1 child	2 children or more	
1 adult	\$336.75	\$368	
2 adults or more	\$438	\$462.75	
At least one occupant is not a recipient under the Social Assistance Program or the Social Solidarity Program			
Number of adults	Number of children		
	0	1	2 or more
1 adult	\$177	\$238.25	\$268.50
2 adults or more	\$268	\$298.25	\$322.25

O.C. 523-2001, Sch. 1; O.C. 729-2020, s. 6.

TRANSITIONAL

2020

(O.C. 729-2020) SECTION 7. Despite sections 20 and 21 of the By-law, a lessee may, as of 6 August 2020 apply for a rent reduction, for a lease in effect on that date, when the income of the lessee's household may be reduced following the amendment made in subparagraph 5 of the first paragraph of section 2 of the By-law by paragraph 4 of section 2 of this By-law.

The lessee's application must be submitted in writing to the lessor not later than before the date of the renewal of the lessee's lease or 30 September 2021, whichever occurs last, and must be accompanied with all the necessary supporting documents.

No application for a monthly rent reduction of less than \$10.00 may be awarded.

The rent reduction provided for in this section is granted to the lessee as of 6 August 2020.

The application must be processed by the lessor not later than the next renewal of the lessee's lease, that is, before 30 September 2021, when such a lease is renewed according to section 1 of the Regulation respecting certain temporary measures relating to the lease of low-rental housing (O.C. 672-2020, 2020-06-23). The lessor must inform the lessee of the decision in writing.

This section applies, with the necessary modifications, to the application submitted by a person who was lessee on 6 August 2020, but who is no longer lessee at the time the application is filed. However, in such case, the lessor must process the application within a maximum of 3 months following the date on which the application was filed.

UPDATES

O.C. 523-2001, 2001 G.O. 2, 2249

S.Q. 2016, c. 25, s. 45

O.C. 729-2020, 2020 G.O. 2, 1989